

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 32. — 18 Avril 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LA PRÉPARATION DU PREMIER MAI

Nous nous sommes abstenus de parler jusqu'à présent de la façon dont les dirigeants du Parti communiste « préparent » le Premier Mai. Non qu'il n'y eût rien à en dire. Mais il ne s'agissait pas cette fois d'une « journée » décrétée plus ou moins à propos par l'Internationale communiste, et les méthodes de préparation comme les formes suggérées de manifestation ne présentaient pas les mêmes dangers que celles indiquées dans d'autres circonstances, pour le Premier Août par exemple, et qui exigeaient de notre part une brutale intervention pour attirer l'attention des ouvriers et les mettre en garde.

Le Premier Mai a déjà une longue histoire. Il appartient à la vie même de la classe ouvrière. Il a, quoi qu'on fasse, sa signification internationale de classe. L'essentiel est que ce jour-là, le chômage soit imposant et les démonstrations ouvrières puissantes. Nous avions donc décidé de n'examiner qu'après le Premier Mai la façon dont les dirigeants du Parti communiste et de la C.G.T.U. l'avaient préparé.

Notre réserve a été mal récompensée. On trouvera plus loin le compte rendu du meeting spécial organisé dans un centre industriel important de la région de l'Est, Neuves-Maisons, et où les orateurs annoncés étaient des personnages aussi importants que Gilton, pour la C.G.T.U. ; Desoblin, pour le Parti et Guy Jerram, secrétaire régional. Sur 3.000 ouvriers, à peine une soixantaine était venue au meeting. Un succès, comme l'on voit. Guy Jerram, dont on peut juger par là le beau travail qu'il fait dans l'Est et la solide liaison qu'il y assure du Parti avec les masses s'en prit à l'opposition communiste. Il passa sur nous sa mauvaise humeur, nous accusant de vouloir saboter la manifestation du Premier Mai.

Pour le sabotage des manifestations ouvrières, on sait bien que les dirigeants du Parti suffisent. C'est un domaine dans lequel ils ont fait leurs preuves. Quant à Guy Jerram, nous le connaissons trop pour que des accusations venant de lui puissent nous impressionner. C'est avant tout un malin, expert dans l'art de se tirer d'affaire et de sortir indemne de toutes les situations difficiles. Il a pratiqué successivement toutes les politiques et appartient à cette catégorie de chefs du Parti qui se livrent à l'ultra-gauchisme stalinien tout en le jugeant, au fond d'eux-mêmes, absurde. Sa vraie place est au Parti ouvrier-paysan où sont déjà ses anciens amis. Peut-être ne tardera-t-il pas à les y rejoindre.

Je conseille à ceux qui voudront se faire une opinion sur la capacité des dirigeants du Parti à organiser un Premier Mai, de se procurer le numéro spécial du Bulletin régional. Il ne coûte que cinquante centimes, et on en a pour son argent.

La région parisienne a cependant une revanche à prendre. On se souvient en effet du pénible spectacle que donna l'an dernier, à Paris, la journée du Premier Mai : le matin, les flics de Chiappe se saisirent des

grévistas à mesure qu'ils se présentaient pour le pointage des cartes ; l'après-midi des meetings peu fréquentés. Ce fait important est à peine mentionné dans le Bulletin, tout juste pour qu'on en rejette la responsabilité sur le « vieil esprit de traditionalisme » qui avait présidé à la préparation.

Cette année on a exterminé ce « vieil esprit » funeste. On veut une « grève politique de masse ». Le mot « politique » doit donc suffire ici à donner au Premier Mai son nouveau sens. On peut se demander cependant, s'il ajoute quoi que ce soit à la tradition. Il est clair qu'en effet une démonstration internationale qui s'efforce de dresser la totalité de la classe ouvrière, le même jour, dans tous les pays, a nécessairement une signification politique. Cette signification est celle que ses initiateurs ont attribuée au Premier Mai et que la tradition a consacrée.

Mais ici il faut citer le Bulletin. On va nous expliquer en quoi cette année la grève sera politique :

« Comment ferons-nous de cette journée une grève revendicative et politique de masse ? On ne fera pas cela en lançant une formule générale, mais en faisant tout un travail en profondeur. On a beaucoup parlé de grève politique. Comment arriverons-nous à cela ? Un exemple le situera bien.

« La lutte contre la répression est une lutte politique. Tout nous est favorable pour entraîner les ouvriers à lutter contre. Pas une usine qui n'ait ses mouchards et son appareil de répression. Dans notre travail d'agitation, il nous est facile de lier toute la répression et d'entraîner les ouvriers en montrant qu'elle vise le même but aussi bien à l'usine que dans le pays. Entraîner les ouvriers à la défense de l'U.R.S.S. est tout à fait simple, ceci vu la sympathie sans cesse grandissante qui se manifeste parmi le prolétariat envers ce pays, et cette sympathie sera développée et entraînée à la lutte dans la mesure où dans notre lutte contre la rationalisation capitaliste on popularisera et on opposera la rationalisation socialiste, et dans la mesure où l'on montrera aux ouvriers d'une usine, pourquoi le capitalisme intensifie la rationalisation capitaliste, on pourra alerter les ouvriers contre la guerre impérialiste. »

Voilà. Tout est « tout à fait simple » et « facile » pour le lamentable bureaucrate qui, tranquillement et avec un contentement de soi à peine dissimulé, entasse sottises sur sottises. Car il y en a comme cela des pages.

Parfois des aveux d'importance échappent à notre stratège. Par exemple, à propos des ridicules « contrats d'émulation » qui sont la mode du jour dans l'Internationale stalinienne. Si quelque chose est « tout à fait simple », c'est d'indiquer, aux dates fixées, les résultats de ces épreuves sportives. Or, ces résultats, nos bureaucrates ne les connaissent même pas. Voici, en effet, ce qu'on peut lire là-dessus dans cet extraordinaire Bulletin :

« La préparation du Premier Mai doit avoir comme objectif et doit nous permettre de conquérir 2.000 nouveaux adhérents. A cet effet, nous devons souligner à tous nos organismes de base que fin 1929 un contrat d'émulation fut établi entre la Région parisienne et la Région berlinoise. Le résultat de ce contrat devait être publié pour le 15 février 1930. Aujourd'hui la direction régionale est dans l'impossibilité de publier un seul résultat du rayon. Cela veut-il dire qu'il n'y a rien eu de fait ? Il y a eu des résultats, mais malgré tous nos efforts aucun rayon n'a remis à la région les résultats de son plan d'émulation. »

Ce texte révèle ce qu'est la fameuse organisation intérieure du Parti. Les fonctionnaires ne manquent pourtant pas. Cependant même sur une question, celle-là « tout à fait simple », une direction toute-puissante ne peut obtenir une seule réponse que « échec » inférieurs.

Tout se passe, du haut en bas, en vains bavardages ; on se saoule de mots et aucun travail sérieux n'est jamais fait.

Le Bulletin souligne une fois de plus, mais avec un relief singulier, ce qu'est maintenant la tactique du Parti communiste. Bien qu'une expérience amplement suffisante ait montré à quel point est détestable la méthode qui consiste à créer sans cesse toutes sortes de « comités » —

qui n'ont jamais d'ailleurs d'existence véritable — on ne trouve rien de mieux que d'en former de nouveaux. Et après cela on s'étonne que les ouvriers ne comprennent pas exactement ce qu'on leur demande. L'agitation menée, pour autant qu'elle donne un résultat quelconque, reste toute en surface. Les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. se comportent comme s'il n'y avait ni parti ni syndicats et comme si leur action ne devait plus viser avant tout le renforcement du parti et des syndicats unitaires non par de vains « contrats d'émulation », mais par un travail méthodique et persévérant. Ils sont toujours à la recherche de moyens nouveaux qui, au mieux, ne peuvent susciter qu'une effervescence locale et sans lendemain. La nécessité où ils sont de chercher à justifier leurs échecs répétés les empêche de tirer les leçons que comportent ces échecs.

Si la démonstration du Premier Mai n'a pas, cette année encore, l'ampleur qu'elle devrait revêtir dans les circonstances présentes, les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes. Quant aux camarades de l'opposition, ils seront partout, comme les camarades de Chaligny, au premier rang des manifestants et partout, ils s'efforceront de faire de ce Premier Mai une puissante affirmation de force ouvrière.

A. ROSMER.

Clemenceau confond Foch

Le 21 août 1927 l'hebdomadaire conservateur anglais *The Referee* publiait une interview du maréchal Foch qui n'était qu'une provocation et un appel à la croisade guerrière contre l'U.R.S.S. André Marty, alors détenu à la Santé pour son action communiste, adressa une lettre au maréchal pour opposer à son appel la perspective de la rébellion révolutionnaire des soldats et des marins.

Pour son geste, le gouvernement déféra une fois de plus Marty à la répression automatique des juges correctionnels. Mais comme les menaces du maréchal pouvaient influencer l'opinion publique, le démocrate à tout faire Painlevé, ministre de la guerre, déclara solennellement que le maréchal ignorait tout des « prétendues interviews » qui lui étaient prêtées.

Le jugement était un faux. La déclaration de Painlevé était un faux. Seules les provocations misérables de Foch étaient bel et bien authentiques.

Le procès l'avait absolument démontré. Le témoignage posthume du seigneur de la guerre Clemenceau vient maintenant établir que Foch est coutumier et de l'interview clandestine et du désaveu ignominieux. En pleine discussion du traité de paix, Foch combattit les accords des Alliés dans une interview donnée au *Daily Mail*. Quand Clemenceau lui demanda des comptes, Foch nia absolument avoir la moindre responsabilité pour cet article, dont il avait fait corriger les épreuves par un de ses officiers. Clemenceau, qui main-

tenait par la terreur des cours martiales les soldats du front et les ouvriers de l'intérieur, réserva seulement au maréchal factieux, un chapitre posthume.

Ce « cruel dialogue des morts » fait verser des larmes de crocodile à Poincaré, — qui, entre parenthèses, étale pour le prix d'un article l'indignité des deux « gloires françaises » dans un journal de Buenos-Ayres — Poincaré eût préféré que cette vérité historique ne sortît pas de la sphère complice des grands personnages. Le peuple n'est là que pour être mené au carnage par les gloires nationales. Et si de ses rangs il se lève un révolutionnaire pour les dénoncer, il ne manque pas de cours et de tribunaux pour le condamner, même au prix d'une lâche mensonge si cela doit faciliter les choses.

Le mensonge par lequel, le tribunal aux ordres a couvert le provocateur honteux est maintenant éclatant. Aujourd'hui que le masque jésuitique de Foch est craquelé, aujourd'hui que le faux sur lequel s'est appuyée la répression démocratique est patent, la prolongation de la détention de Marty est absolument impossible. Le gouvernement de combat de Tardieu, qui s'appuie si étroitement sur ses policiers fonctionnaires, ses experts véreux, et ses juges soumis, doit le libérer sans tarder. Comme il doit libérer les dizaines de militants révolutionnaires qu'il maintient dans ses prisons, à l'aide de juges domestiqués et de dossiers falsifiés.

LA SEMAINE

La mort des réservistes.

Un train de réservistes qui revenait vers Belfort, du camp de manœuvres du Valdahon, a déraillé. Une dizaine de morts, une quarantaine de blessés. Une galère. On envoie des maréchaux et des ministres consoler les survivants, mais cela ne change en rien le caractère de l'affaire : l'incurie de l'administration militaire est la cause réelle de l'accident. Belle ouverture pour la période de réserves ! Après quelques larmes les journaux bourgeois se taisent. L'année dernière trois cents morts en Rhénanie, cette année, dix réservistes écrasés pour commencer. Le prolétariat ne doit pas oublier ces faits, comme il ne doit pas oublier dans sa lutte les problèmes de la désagrégation de l'armée bourgeoise.

Le vote du budget.

Tardieu commence à s'user, et sous le dictateur percé le renard, voire la fouine. Il a fait reculer l'année budgétaire de trois mois pour éviter le vote de douzièmes provisoires. Mais les radicaux l'ont si bien fait traîner qu'il vient d'être obligé d'en passer par le vote d'un douzième. Maintenant qu'il s'est débarrassé de Chéron, le vote du budget s'accomplit sans secousses sérieuses. Pour garder le pouvoir, Tardieu en passe par où l'on veut. Les interventions communistes brillent par leur absence. Pourtant il suffit d'une dizaine de députés pour apporter de temps à autre la voix révolutionnaire à la tribune. Mais pas de députés staliniens.

Le plan Young.

Le plan Young a été voté par le Reichstag allemand. Il vient d'être voté par la Chambre française à une très forte majorité qui réunissait les spécialistes, grands artisans de cette victoire, le centre et la droite. Le plan Young, est aujourd'hui une nécessité pour l'économie capitaliste mondiale dominée par l'Amérique. C'est pour cela qu'il doit être accepté, et particulièrement pour le prolétariat allemand, qu'il constitue une charge. Le rôle de l'Internationale Communiste est d'organiser une lutte conséquente, surtout en Allemagne, contre le plan Young. Mais le plan Young, comme d'une manière générale, tous les traités et accords passés entre les gouvernements bourgeois, ne pourront être rendus inoffensifs que le jour où le prolétariat prendra le pouvoir. Cela n'empêche pas l'Humanité d'écrire que la lutte du prolétariat « imposera la seule solution possible au problème des réparations : l'annulation de toutes les dettes ». C'est la proposition socialiste ! L'Humanité est un peu faible : cette déclaration en huitième page est l'envers des hurlements de la première. Ce qu'il fallait ajouter, c'est que le prolétariat imposera l'annulation de la bourgeoisie, d'abord !

Pour 1932.

Les socialistes ont une soit inextinguible de pouvoir... capitaliste. A la participation, au soutien préconisé par Renaudel pour tout de suite, ils préfèrent dans leur majorité attendre les élections de 1932, dépasser le nombre des élus radicaux et s'imposer comme le plus grand parti de gauche bourgeois. Alors l'appétit de pouvoir pourra se satisfaire. Quelques élections partielles viennent de leur gagner quatre députés nouveaux, aux dépens des radicaux, à Bergerac, à Saint-Girons, etc... Aussi la démagogie coule à pleins bords. Ce que certains pensent être un tournant à gauche de ce parti est tout simplement le préparatif théâtral de la grande campagne démagogique qui s'ouvrira en 1932, c'est-à-dire que c'est, en réalité, un redoublement d'appétit bourgeois. Sous sa phraséologie « révolutionnaire », il se démasque chaque jour un peu plus.

L'Histoire de France au Sénat.

Le sénateur réactionnaire, Léon Bérard, vient de faire une charge à fond contre le « Manuel d'Histoire de France » édité par nos camarades de la Fédération unitaire de l'enseignement. Il l'a dénoncé comme un péril pour l'enseignement (bourgeois naturellement), parce qu'il est basé sur la con-

ception scientifique de l'histoire, c'est-à-dire celle qui ne considère pas le règne de la bourgeoisie comme divin et éternel. Il a demandé au ministre de l'Instruction publique de faire interdire le manuel dans les écoles. Celui-ci s'est exécuté. Bonne occasion pour nos camarades de faire de la propagande pour ce petit livre.

M. Edge visite la France.

M. Walter Edge, ambassadeur des Etats-Unis en France, a entrepris un voyage dans toutes les régions industrielles de la France, afin de voir un peu ce que cela vaut. Les journaux nous ont appris qu'il était actuellement dans la Moselle. Comme on n'a rien à refuser à l'ambassadeur américain, ce sont les maîtres du lieu eux-mêmes qui lui font faire la tournée. Ainsi à Hayange, M. Edge a été reçu « à la descente du train par MM. Humbert de Wendel, président de la Chambre de commerce de Metz, et Guy de Wendel, sénateur, président du Conseil général. » Quel symptôme !

Au Secours Rouge

La Conférence de la Région parisienne

Dimanche dernier, les délégués de la R. P. du S.R.I. tenaient leurs « assises », comme dit ce petit védat de Varagnat. Bien grand mot en vérité, pour une parlotte de « tâches pratiques ».

La matinée fut terne. Ternes, il est vrai aussi les résultats d'une année sur l'autre. A peine 3.000 adhérents nouveaux entre 1928 et 1929 : 14 sections nouvellement formées ; un millier de Défense vendues en moins ; voilà ce que la R.P. enregistre. On s'en alarme un peu, puis on fait appel à l'émulation (attention la région du Nord va vous enfoncer !) ou bien on engageue carrément les copains.

Alors les délégués sont piqués au vif. Et pour plaider les circonstances atténuantes, chacun vient nous apprendre une chose que tout le monde sait, mais à laquelle on n'essaie pas de franchement remédier : « Dans notre section, ce sont toujours les mêmes copains qui travaillent et ils ne sont pas nombreux ! »

A noter deux interventions tranchant sur ce fond grisaille : celles d'un copain du Bourget et du délégué Lenoir ; tous deux protestèrent contre l'absurdité de localisme ou de régionalisme qui souffla tout le matin.

L'après-midi fut moins terne. Et pourtant les fonctionnaires (Varagnat qui vint officier au nom du P.C., Baudin qui vint encourager les délégués à protester contre le mot d'ordre régressif du 1er mai fête du travail et Bureau qui découvrit quelques peccadilles dans le rapport d'activité nationale), avaient engourdi l'assistance. Mais un de nos camarades de la Ligue Communiste vint mettre à nu la contradiction existant entre le souci des tâches pratiques et l'insouciance avec laquelle on traite la position politique du S.R.I. Et il montra par l'exemple des autonomistes alsaciens (sur le plan national) et celui des déportés bolchéviks (sur le plan international) le peu de rigidité de la ligne de classe du S.R.I. Comme on le pense bien, la fin de son intervention fut hachée d'interruptions, mais il put lire pourtant une motion où il était demandé « que le S.R.I. demeure vraiment l'organisation de solidarité contre la répression, organisation ouverte, à tous ceux qui, quelle que soit leur tendance politique, se réclament de la lutte de classe, et organisation fonctionnant à l'égard des victimes de la lutte de classes partout où cette lutte est engagée. »

Craignant sans doute que les cris variés soient insuffisants contre les arguments apportés par notre camarade pour défendre son point de vue, la direction estima qu'il fallait lui répondre. Ce fut Rouffanges qu'en en chargea. Il le fit en parfait fonctionnaire, c'est-à-dire qu'il se borna à répéter les injures imbéciles des gens de l'appareil à l'égard des communistes de l'opposition. Mais cela ne suffira pas toujours.

Pour montrer l'intérêt et l'assiduité avec lesquels ces débats furent suivis, il suffira de mentionner que sur 222 délégués (y compris 20 fonctionnaires de la R.P.) qu'on comptait dans la salle à 15 heures, il n'en reste que 92 pour voter.

MECHE.

De nos correspondants

DANS LE NORD

L'essor révolutionnaire

L'Humanité du 8 avril dans la page du front ouvrier croit devoir souligner l'essor révolutionnaire des prolétaires de notre région du Nord. Et cela parce qu'il y a trois mille grévistes dans une région qui compte quelques centaines de milliers d'ouvriers. Et pourquoi luttent ces ouvriers ? Pour des augmentations de salaires et quelques autres revendications purement corporatives.

Huit cents ouvriers des produits chimiques à la Madeleine-lez-Lille, en général des inorganisés et beaucoup d'étrangers.

Mille deux cents ouvriers et employés des tramways lillois, tous confédérés. (Il ne ferait sans doute pas bon de « politiser » leur grève.)

Cinq à six cents ouvriers des tabacs, à Lille, en majorité réformistes, qui sont rentrés après quelques jours de grève sur un compromis des plus vagues. Enfin quelques petites grèves dans les métaux.

Voilà par quoi se traduit actuellement l'essor « révolutionnaire » du prolétariat du Nord.

Fanfaronade

On sait ce qui s'est passé à Lens le 6 avril. Dès le lendemain, l'Humanité et l'Enchaîné annonçaient que les mineurs du Pas-de-Calais puniraient le crime des social-fascistes et descendraient en masse dans les rues de Lens le dimanche 13 avril, envers et contre tous. Devant l'interdiction de la manifestation, on a abandonné le mot d'ordre lancé dans un moment de fièvre et sans aucune réflexion, on s'est contenté d'organiser un meeting qui, d'ailleurs, n'a pu avoir lieu (le propriétaire de l'Alhambra ayant refusé sa salle à la dernière minute sous la pression de la police).

Et en fait de manifestation à Lens, le 13 avril, on n'a vu que celle de quelques centaines de gardes mobiles.

La région communiste du Nord a agi sagement en renonçant à sa folie de manifester coûte que coûte le 13 avril. Mais il aurait été plus sage encore de ne pas lancer ce mot d'ordre pour le 1er mai. En effet, le 1er communiste sérieux pouvait savoir, dès le soir du crime socialiste, que toute manifestation serait interdite le dimanche suivant et que les 3.000 mineurs révolutionnaires qui étaient descendus à Lens le 6 avril pour conspuer Boncour et Joubaux, ne seraient pas revenus le 13 avril pour être assommés par un millier de gardes mobiles et de files de toutes sortes.

A Dunkerque

Le 7 avril, le secrétaire de l'Union locale Unitaire (majoritaire) est battu à l'assemblée générale des dockers, où il y avait 1.200 à 1.300 présents. C'est une grave défaite pour le P.C. et la majorité confédérale, qui vient s'ajouter à celles déjà essuyées chez les marins et les mariniers.

Dunkerque était devenu, depuis l'année passée la place forte du syndicalisme révolutionnaire dans le Nord. Par la politique imbécile de nos dirigeants, tout est compromis et les syndicats les plus forts y sont maintenant sous la direction de syndicalistes « purs » qui s'éloignent de plus en plus du communisme. Il est vrai que rien n'a été fait par les dirigeants majoritaires pour convaincre les Olivier, Jorren, etc. Au contraire, sitôt après les premiers désaccords sur la journée du 1er août, les épithètes de traitres, renégats, contre-révolutionnaires n'ont pas manqué.

Les événements de Dunkerque, entre autres enseignements qu'on peut en tirer, indiquent que la politique idiote et stupide de la majorité confédérale n'est admise longtemps que dans les syndicats squelettiques et sans vie. Mais les syndicats de masse, actifs et combattifs se révoltent bien vite contre la politique d'aventures de la C.G.T.U. et s'orientent ensuite vers le néo-syndicalisme révolutionnaire du « Comité pour l'indépendance » qui a définitivement tourné le dos à la Révolution. La bourgeoisie pourrait féliciter nos Monmousseau, Semard, Porreye et Cie.

Une nouvelle tactique

Encore sous l'émotion des sanglants incidents de Lens, Coquel, secrétaire régional du parti, a écrit dans un long article de l'Enchaîné que maintenant le devoir des prolétaires était clair. Ils ne pouvaient rester une minute de plus dans les organisations social-flicardes et réformistes. Ils doivent venir à nous pour se préparer au

DANS L'EST

A Neuves-Maisons

Le samedi 12, à Neuves-Maisons, un « grand meeting » avait été organisé en vue du 1er mai; Gitton Desoblin et le secrétaire régional du parti, Guy Jerram, avaient fait le déplacement. Hélas ! Gitton et ses amis ont pu se rendre compte qu'à Neuves-Maisons les ouvriers ne goûtaient guère leur agitation. Des affiches avaient été posées dans toutes les localités environnantes et pourtant, il n'y avait au « grand meeting » que soixante-quatre personnes en tout et pour tout, orateurs compris ; c'était plutôt maigre. Et cela dans une cité où la puissante compagnie de Châtillon-Commentry exploite 3.000 ouvriers.

Le plus drôle c'est que les dirigeants communistes locaux se vantaient imprudemment d'avoir plus de mille ouvriers inscrits au comité de lutte de Neuves-Maisons ; on peut se douter, après le meeting du 12, ce que sont en réalité ces adhésions. Gitton et les autres ont ainsi pu juger ce que valaient leurs histoires sur la « radicalisation des masses ».

Mais si, au meeting, les ouvriers étaient en petit nombre, Guy Jerram n'a pas pu se passer d'attaquer la Vérité et les camarades de l'opposition communiste de gauche de la localité voisine de Chaligny. Les ouvriers l'ont écouté à l'air sceptique, et d'ailleurs, à la sortie, ne se gênaient pas pour dire que les affirmations de Jerram contre l'opposition demandaient à être prouvées.

Jerram, dénaturant volontairement notre position a prétendu que nous étions contre toutes les journées internationales, qualifiées par nous de « journées stalinien-nées ». Il a mis les ouvriers en garde contre nous, leur disant que nous voulions saboter la manifestation du 1er mai. Or, Jerram sait bien que les copains de l'opposition de Chaligny ont toujours été en tête des manifestations et les entraînaient par leurs chants.

Si nous sommes contre la politique et les méthodes d'action des chefs du parti, ce n'est pas pour dire que dans les manifestations où sont appelés les ouvriers nous restons à l'écart. Partout où les ouvriers luttent, nous sommes avec eux et le 1er mai, malgré la Lorraine et les Jerram, nous serons dans la rue, et pas au dernier rang.

Un correspondant du coin.

P.-S. — Un nommé Gillan, ancien rédacteur à la Lorraine, mène contre l'opposition communiste de gauche une campagne de calomnies. Il sévit particulièrement chez les bistros. Une question aux dirigeants communistes locaux : croient-ils servir leur cause en laissant ragoter ce « communiste » de cabaret ?

Pleurs réformistes

L'éventualité du recul de la date d'application des assurances sociales, a le don de peiner énormément les chefs de la C.G.T. Pour eux, la clause du versement ouvrier obligatoire n'est nullement scandaleuse et ils voient surtout dans la loi, un moyen précieux d'avoir sous leur coupe des milliers d'ouvriers.

Dans un manifeste, ils expriment leurs craintes.

« Il serait encore question de reculer la date d'application des assurances sociales... Nous ne voulons pas croire que les parlementaires qui ont accepté le programme minimum de la C.G.T., lequel portait au premier plan l'application des assurances sociales, puissent accepter cette responsabilité. Les assurances sociales peuvent et doivent être discutées avant les vacances de Pâques, même au prix de quelques séances supplémentaires, puisque c'est la condition de leur application au 1er juillet. »

Un passage particulièrement comique souligne leur platitude : « Les démocrates doivent bien cela aux travailleurs qui n'ont jamais marchandé leurs efforts pour la défense de la démocratie ! »

« grand règlement des comptes » (sic.)

Donc les ouvriers doivent désertier les syndicats réformistes. Nous croyions que la tâche du parti consistait encore à développer une aile révolutionnaire dans les syndicats réformistes.

LETTRE DE CHINE

La guerre des partisans

Shanghai, 25 janvier 1930.

Pour avoir une idée de l'importance réelle du parti communiste officiel, il faut noter que, d'après les données officielles, le nombre des membres, à Shanghai, ne dépasse pas le chiffre de mille. L'organisme n'a pas de vie active ; tout est concentré entre les mains de l'appareil. La situation est encore moins bonne en province.

Le récent congrès du parti à Dajan-Souss a proclamé que la situation révolutionnaire était « mûre » et a fait appel à la grève générale et au soulèvement armé dans les villes et au développement de la guerre de partisans dans les campagnes.

Certaines grèves imposées en haut lieu se sont terminées, ou par un lock-out de la bourgeoisie ou par des saignées ; dans le meilleur des cas par la défaite économique des ouvriers.

Un esprit de passivité règne au sein de l'industrie textile qui est l'industrie principale de Shanghai. La bourgeoisie conduit une offensive systématique contre les ouvriers, remplaçant dans le textile les hommes par des femmes et des enfants.

On peut trouver parfois deux ou trois ouvriers communistes dans les entreprises industrielles les plus importantes. Pendant longtemps on ne se donna même pas la peine de se tenir en liaison avec eux. Mais le 1er août vit inaugurer une période d'explosions artificielles : le parti organisa des démonstrations l'une après l'autre. En dehors du noyau même des membres-militants, la manifestation n'attirait que quelques passants de hasard. La plupart du temps on procédait de la façon suivante : dans une rue peuplée à grande circulation de passants, petits marchands, acheteurs et badauds, arrive une troupe de communistes qui se met à crier : « A bas le Kuomintang ! » « Vive l'Internationale Communiste ! » en distribuant des tracts. Mais ce système ne donne pas de résultats sérieux : les tracts tombent sur les trottoirs et le pavé et sont évacués avec les immondices par les ouvriers de la voirie municipale. Une dizaine de manifestants sont conduits au poste. Le lendemain, l'organe du parti proclame que la démonstration fut grandiose, avec participation de milliers de manifestants, alors qu'on n'y vit qu'une ou deux centaines à peine de membres du parti. Souvent de telles manifestations étaient déclenchées pour des motifs des plus futiles.

D'autre part, des communistes sont mandés auprès des généraux Kuomintang, de gauche, pour leur venir en aide dans la constitution de nouvelles troupes.

On prétend même que les communistes ont envoyé un délégué à la conférence du bloc contre Tehang-Kai-Chek. Cette conférence, s'est tenue dernièrement à Hong-Kong. Il va sans dire que tout en maintenant sa collaboration avec les Kuomintang de gauche, le parti officiel et son organe le *Drapeau Rouge* mène une campagne acharnée contre l'opposition de gauche.

La situation est pire encore parmi les forces du parti en province. Longtemps, l'on ne fit aucune campagne contre le Kuomintang, estimant que c'était là une phase révolue et qu'après leur désillusion au sein du Kuomintang, les ouvriers rejoindraient d'eux-mêmes les rangs communistes.

En réalité il n'en fut rien. Le Kuomintang de gauche fit montre de beaucoup de souplesse, arrivant à prendre la tête de nombreux mouvements de grève. En fin de compte, après les défaites de manifestations organisées sur l'initiative du parti communiste, l'on vit de nombreux ouvriers abandonner le parti et passer au Kuomintang de gauche, et se joindre aux syndicats jaunes. C'est ce qui se passa notamment pour les mineurs de Tang-Chan, près de Tien-Tsin.

En province, les grèves, actes de sabotage et autres conflits furent souvent provoqués d'une façon toute artificielle pour justifier le schéma d'une recrudescence révolutionnaire. Ces sortes de manifestations n'arrivaient à englober qu'une partie restreinte des forces ouvrières et contribuaient plutôt à affaiblir qu'à renforcer le mouvement.

La proportion trop faible d'éléments prolétariens au sein du parti amène souvent la décadence du mouvement dans les cam-

pagnes. Souvent aussi les koulaks se joignent au parti, se solidarisant aisément avec la lutte contre les impôts, le taux des baux des terres domaniales et autres impositions étatiques.

Par contre, ces mêmes koulaks se montrent foncièrement hostiles aux directives du parti concernant les baux entre particuliers et les prêts usuraires. Dans ces rayons-là, le paysan pauvre se détache de la révolution, se décourage et s'endort aux réunions. Le mouvement n'a pas de prise sur la classe des paysans pauvres, parce qu'il ne constitue pas une lutte contre les koulaks.

Dans les villages des provinces de Toung-Tchéou, Kouang-Si les organisations de parti se peuplent d'éléments de lumpen-prolétariat ou de bandits dont les formations armées se couvrent souvent du nom d'armée rouge. D'autre part, dans la même province de Toung-Tchéou les riches propriétaires se disent communistes pour chercher à s'allier aux formations armées. De tels propriétaires paient souvent les chefs « rouges » pour être autorisés sous leur protection à prélever le prix des fermages sur le paysan pauvre. Lorsque les paysans demandent pourquoi ces communistes prélèvent le fermage, il leur est répondu que c'est pour différents besoins y compris l'approvisionnement des troupes. De telles troupes de soi-disant communistes ne se bornent pas à rançonner les riches, mais aussi les pauvres et se livrent en général à de nombreuses exactions et violences, provoquant la haine des paysans, et compromettant les noms du communisme et de l'armée rouge.

Tout démontre qu'avec un développement aussi faible de l'esprit révolutionnaire dans les villes et une telle oppression du prolétariat, la guerre de partisans dans les campagnes ne peut aboutir qu'au banditisme pur. Telle est en tout cas, la situation dans la province de Kiang-Sou.

Souvent aussi des troupes de partisans ne procèdent à l'occupation momentanée de petites localités que pour donner à leurs chefs l'occasion de s'enrichir sur le compte de la population et des caisses d'Etat. C'est ce qui se passe notamment dans la province de Hou-Pei.

Le détachement du communiste Tchou-Dé, fait du restant des forces de Ye-Tin s'est renforcé de nouveaux groupes d'insurgés. Devant la poursuite des forces régulières ce détachement se transporte de droite et de gauche jouant de l'absence de toute liaison entre les forces gouvernementales des quatre provinces de Hou-Nan, de Kiang-Si, Kouang-Toung et Fou-Kien. Or ce détachement, ou du moins son noyau, existe déjà depuis 1927. Il guerroye sans cesse. Il échappe à toutes les poursuites, se réfugiant dans les parties montagneuses des quatre provinces en question. Le détachement de Tchou-Dé se distingue avantageusement des autres groupes de bandits, par ce fait qu'il poursuit réellement un but révolutionnaire. Dès qu'il envahit un nouveau rayon, il procède au partage des terres entre les paysans, proclame l'annulation des dettes, constitue des soviets de village, fournit autant que faire se peut, les paysans pauvres en denrées. De sorte que lorsque arrivent les troupes gouvernementales, le détachement ne laisse parmi les paysans que des regrets.

Personnellement, Tchou-Dé est un ancien étudiant chinois en Allemagne, communiste, ancien général de division sous le gouvernement de Wan-Tin-Wei. Les opérations de ce détachement ne produisent cependant ici qu'une faible impression parce que dans les circonstances générales présentes, elles manquent de perspective. Ce qu'en dit la *Pravda* de Moscou et que la *Vérité* a cité, est manifestement exagéré pour mieux servir les besoins de « la troisième période ».

Notre groupe vient de lancer son premier appel en vue de constituer une Ligue communiste de gauche. Le travail ne fait que commencer. — NEL-SEY.

Achetez toujours LA VERITE
au même marchand.

LETTRE D'ESPAGNE

L'aventure du 6 mars

La *Correspondance Internationale* a oublié un article, signé Yercovi, concernant la journée du 6 mars et intitulé : « La crise révolutionnaire en Espagne ou la radicalisation croissante du prolétariat ». La relation qu'il fait de cette journée est, on ne peut plus grossière et absurde. Par qui et pourquoi la journée du 6 mars a-t-elle été organisée en Espagne ? Quel a été le résultat au point de vue moral et organique de la « manifestation » ? Yercovi ne peut nous dire la vérité là-dessus, car il n'a fait son article que pour justifier son salaire et celui de ses autres collaborateurs bureaucratiques.

Yercovi nous parle de 3.000 manifestants à Séville et 2.000 autres à Bilbao. Des camarades de la première ville, qui méritent toute notre confiance, nous affirment que la manifestation ne donna là-bas aucun résultat. Quant à Bilbao, nous sommes en mesure d'affirmer que la manifestation y a été un échec complet, parce qu'on ne sut pas l'organiser et parce que les ouvriers de Bilbao se refusèrent à suivre les ordres de quelques aventuriers irresponsables.

Le 5 mars, personne ne savait s'il fallait faire grève le lendemain ou pas. Beaucoup de bons camarades, communistes ou sympathisants, ne quittèrent pas leur travail, ignorant l'ordre de grève lancé pour l'après-midi. L'après-midi du 6 on invita les grévistes : peintres en bâtiment et les chômeurs à un enterrement civil qui devait servir de prétexte à la manifestation. Cette dernière ne réussit qu'à réunir quelque deux cents personnes ignorant même de quoi il s'agissait. Donc la fameuse manifestation qui, d'après les collaborateurs de la *Correspondance Internationale*, réussit à s'emparer de la rue pendant une heure, a été en somme, un indigne mensonge bureaucratique pour tromper une fois de plus l'Internationale. Sans la coïncidence de la grève des peintres en bâtiment que les bureaucrates espagnols essayent de transformer en « grève politique des masses » la manifestation aurait été nulle.

Tromper la classe ouvrière comme le fait Yercovi est un crime. Lancer les ouvriers dans des aventures comme celle du 6 mars sans préparation et au milieu de la panique et de la confusion en est un autre. L'échec brutal de cette « journée » à Bilbao et dans le reste de l'Espagne a provoqué un grand mécontentement parmi les meilleurs communistes. Les ouvriers révolutionnaires de la Biscaye savent lutter comme il faut, comme le prouve leur passé révolutionnaire plein de batailles et de grands succès.

Les travailleurs révolutionnaires de la Biscaye savent et veulent lutter beaucoup plus contre la monarchie, contre le régime capitaliste, en faveur des revendications des chômeurs et du prolétariat en général, et pour la République ouvrière et paysanne espagnole. Mais des aventures stupides, ils n'en veulent pas.

Lénine nous enseigne combien il est dangereux de jouer avec l'insurrection et il répétait sans cesse que ceux qui s'adonnent à ce jeu ne sont pas de vrais révolutionnaires. Ceux-là ne sont que des aventuriers de la politique, trop nombreux, hélas ! dans les rangs du communisme international actuel.

En Espagne, les dirigeants irresponsables ont réussi à éloigner les meilleurs éléments du Parti communiste, le résultat fatal s'est traduit par la situation chaotique dans laquelle il se trouve actuellement. Les camarades qui aujourd'hui s'élèvent contre la politique d'aventure doivent comprendre le besoin primordial de lutter pour la réorganisation et le redressement du Parti communiste espagnol.

Il existe aujourd'hui de grandes possibilités pour la création d'un puissant parti communiste en Espagne. Les circonstances sont tout à fait favorables. Ceux qui s'opposent à l'union de tous les communistes espagnols (l'union sans étouffer la voix de chacun ni tuer la démocratie au sein du Parti) sont des

ennemis déclarés du triomphe de nos idées.

L'opposition communiste espagnole l'a affirmé et le répète une fois de plus : « sans démocratie intérieure il ne peut y avoir de parti discipliné ». Elle lutte et continuera à lutter en faveur du parti malgré les calomnies des dirigeants scissionnistes.

Les masses ouvrières espagnoles se réveillent. Les circonstances sont tout à fait favorables à la renaissance du mouvement ouvrier espagnol et à son organisation de classe, mais nous ne devons pas tomber dans un optimisme enfantin au sujet de « l'énorme radicalisation des masses ».

Il nous appartient à nous, avant-garde prolétarienne, d'orienter leur radicalisation et de les guider vers leur émancipation de classe. Mais ceci ne se fait pas en organisant des aventures où seuls quelques bureaucrates trouvent leur intérêt au détriment de ceux de la classe ouvrière.

Henri LACROIX.

CHEZ LES CHEMINOTS

Congrès - Comédie

Les dirigeants du parti communiste ont une prédilection marquée pour les mises en scène qui remplacent à leurs yeux, et avec avantage, les résultats positifs. Le récent « congrès » des marins pêcheurs de l'Atlantique avait été un malheureux fiasco ; quelques rares délégués faisaient de leur mieux pour donner l'illusion d'une assemblée ; ils ne pouvaient guère, les pauvres, faire oublier qu'une demi-douzaine de ports étaient représentés, alors que la Bretagne, seule, en compte une centaine ! Mais rien ne décourage les fâcheux dirigeants du parti. Agitation vaine ! Bavardages stériles ! Ils ne comprennent pas l'action autrement.

Le congrès des cheminots du « roulant » de la région parisienne en est une nouvelle confirmation.

L'*Humanité*, mentionne 102 délégués à ce congrès. Mais elle souligne la présence de camarades venus de Château-Thierry, Nevers, le Havre, Lyon, etc... La région parisienne est singulièrement extensible. Elle va maintenant jusqu'à Lyon ! Sur la discussion, l'*Humanité*, dénonce un scandale : les interventions des délégués ont eu trait surtout « aux revendications propres à chaque service. » Il aurait fallu que le congrès discute des moyens de lutte, a dit le dirigeant Delval, car les revendications ont été établies par les précédents congrès. Sans doute qu'elles l'avaient été trop peu sérieusement. Mais Delval, n'en a cure ; il faut avant tout appliquer, même l'inapplicable ! Comme les délégués montraient une certaine réserve, un embarras plutôt mince à accepter les méthodes de ceux qui préconisent « un premier mai revendicatif et politique de masse », l'*Humanité* constata « le pessimisme, l'opportunisme, et le semi-opportunisme du congrès. » Mais il paraît que tous ces courants ont été remontés au fur et à mesure que Jaquet, Jaux et autres illustres majoritaires abordaient la tribune. Nous avouons rester assez sceptiques. Il est vrai qu'un résultat (?) est acquis : le parrainage d'un régiment du génie a été voté ! Enfin, malgré le « semi-opportunisme » et l'opportunisme entier, le congrès a fait, dit l'*Humanité*, du bon travail ; le 1er mai on fera de grandes choses. Le bourrage de crânes n'est pas dédaigné par les dirigeants du parti.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Les colonies et le joug impérialiste

Après Yen-Bay: Que faire ?

Depuis les événements de Yen-Bay, nous avons reçu de nombreuses lettres de nos camarades d'Indochine et d'ailleurs. Presque toutes, elles se terminent par la question : Que faire ?

Après les effervescences populaires, lors des affaires Phan-Boi-Chau, Phan-Chau-Trinh, et Nguyen-An-Ninh (1925-1926), se traduisant par des manifestations spontanées des employés, des ouvriers et des paysans d'Hanoï et de Saïgon; après les formidables grèves d'écoliers et d'écolières d'Annam et de Cochinchine; après les grèves des employés, des ouvriers et des coolies des plantations de caoutchouc; après la répression sanginaire dont la courbe ascendante part de l'affaire Phancau-Hum-Nguyen-An-Ninh; après l'assassinat de Bazin et des procès du Viet-Nam-Anoc-Dan-Dang (Kuomintang annamite) et du Tan-Viet-Cach-Mang (Jeunesse révolutionnaire); après la récente révolte de Yen-Bay, il faut avouer que, pour en être encore à nous poser pareille question, nous ne devons pas être très avancés.

Où plutôt, la question, telle qu'elle nous a été posée et comprise selon l'esprit des lettres que nous avons reçues peut ainsi se formuler : Que faire pour libérer les peuples coloniaux du joug impérialiste ?

Mais il y a une autre façon, plus particulière, plus concrète, de comprendre la même question. Quelles sont les tâches urgentes nécessitées par le degré actuel de la lutte révolutionnaire, degré que les événements de Yen-Bay et les récentes grèves ouvrières nous permettent d'apprécier ? Cette dernière façon de comprendre la question est celle naturellement de tous ceux qui voient nettement la solution révolutionnaire du problème colonial et qui sont plus ou moins engagés dans le mouvement révolutionnaire. La réponse à cette dernière forme de la question est fournie par les discussions qui ont eu lieu dans nos cercles marxistes et que nous résumerons ici prochainement.

La question générale

Pour aujourd'hui, tâchons de répondre à la question générale : Que faire pour libérer les peuples coloniaux du joug impérialiste ? La solution du problème est d'autant plus opportune que la méthode « gandhiste » de la « lutte » (si on peut parler de lutte !) actuellement pratiquée jette la confusion dans les esprits anti-impérialistes et que, d'autre part, la lutte idéologique n'existe pour ainsi dire pas dans certaines colonies, en Indochine, par exemple.

Pour ne pas y aller par quatre chemins, disons que seule la Révolution libérera définitivement les colonies du joug impérialiste. Je ne dis là, évidemment, rien de nouveau ni de précis. La Révolution ? Mais les anarchistes, les terroristes, les nationalistes se disent révolutionnaires. Gandhi lui-même — je ne sais pas s'il l'a dit — se croit révolutionnaire. Il faut donc préciser.

« Le Jeune-Annam »

Je m'excuse, pour commencer, de rapporter deux faits auxquels je n'ai pas assisté seulement en spectateur.

Le premier est relatif à mes dernières années de collège (1923-24-25). La révolte grondait sourdement. A l'encontre de la jeunesse insouciante des autres pays, nous vivions des journées pénibles d'inquiétude intellectuelle, dans une atmosphère surchauffée par l'extrême tension sans cesse croissante entre le gouvernement et les indigènes. Nous passions nos heures d'études à lire les journaux défendus, nos récréations à tenir des réunions secrètes, où l'enthousiasme puéril n'avait d'égal que notre ignorance. Pourtant, après d'interminables discussions, nous arrivâmes à une solution concrète : *apprendre à manier un fusil*. Tous, nous inclinions vers le terrorisme. Nous n'avions que deux idées : les meurtres individuels et la constitution d'une armée en Chine pour la reconquête de notre indépendance.

Plus tard, au sortir de l'école, je travaillais dans un établissement qui me laissait beaucoup de temps. J'avais du loisir pour « comploter ». Les circonstances étaient favorables. Le procès de Phan-Boi-Chau, l'affaire Truong-Cao-Dong nous fournissaient une excellente matière pour

l'agitation. Nos forces se regroupaient; elles se cristallisaient au début de 1926, dans le Parti Jeune-Annam.

J'y retrouvai les amis qui avaient fait partie de nos « cercles révolutionnaires » à l'école. Un mot sur cette folie de jeunesse : le Jeune-Annam.

En trois jours, nous recrutâmes plus de cent membres, sans compter les sympathisants qui se chiffraient par milliers. Je m'empresse d'ajouter que les agents provocateurs y étaient pour une bonne moitié.

Nous tenions des réunions publiques, sans autorisation gouvernementale, sous les yeux des gendarmes : un camarade qui proposa la « légalisation » de notre « organisation » était hué comme il convenait. Le noyau dirigeant était composé en majeure partie de camarades qui, à défaut de connaissances, avaient beaucoup de bonne volonté.

Notre premier acte fut la participation à la réception de Bui-Quang-Chieu (30.000 manifestants). Nous étions presque tous hostiles à l'esprit modéré de ce dernier. Mais là n'était pas la question pour nous. Les énergies comprimées demandaient à se manifester. Et puis il y aura bataille avec les bourgeois français, et ce fut une raison déterminante pour que nous, les jeunes, nous ne nous dérobions pas.

L'enterrement de Phan-Chau-Trinh nous a trouvés défilant dans la rue portant de larges banderoles avec cette inscription : « Vive la Révolution annamite ! »

Enfin, il faut signaler notre attitude, lors de la première affaire Nguyen-An-Ninh. Ce dernier avait organisé un meeting dans un terrain vague, rue Lanza-rotte, auquel participaient avec enthousiasme les ouvriers et les petits employés de Saïgon (3.000 manifestants). Il fut arrêté pour cela. Si l'on savait quelles forces nous déployâmes, à l'époque, pour libérer Ninh ! Tandis que les vieux intriguèrent, nous, avec un calme et un sérieux qu'explique notre ignorance, nous envisageons les solutions les plus révolutionnaires. Grève générale !...

Grève générale, alors que les ouvriers et employés n'étaient nullement organisés. (Ils ne le sont pas davantage maintenant, du moins formellement, car il faut être aveugle pour nier l'évolution idéologique et d'organisation de nos camarades ouvriers.)

Grève générale, alors que nous n'avions comme fonds que 800 piastres. Il est vrai qu'une somme de 30.000 piastres nous avait été promise. Cela, bien sûr, n'excuse en rien notre légèreté.

Les débuts de la propagande

Comme méthode de travail, nous abordions les premiers venus, nous les exhortions à cesser le travail. Les uns nous répondaient aimablement; il y en avait qui nous le promettaient; beaucoup d'autres nous riaient au nez. Comme travail sérieux à l'époque, nous étions en relation avec un ou deux employés des Pôstes, du service de la Radio et de l'Arse-nal. Pour le reste, c'était du racolage, on dirait favorisé par la police. Car tout se passait au grand jour, sauf l'impression des tracts.

Une circonstance heureuse : le directeur de la Banque de l'Indochine, pour découvrir une erreur dans les comptes, a retenu son personnel indigène un samedi soir. La grève des employés de la Banque éclata, qui fut suivie, à notre grand étonnement, de grèves d'ouvriers et d'écoliers.

Entre temps, perquisitions chez nombre de nos camarades. Les hésitants lâchaient, nous écartions les camarades suspects ou provocateurs. Et ce soir-là, où il fallait prendre des décisions importantes, nous ne restions que six à nous réunir à une heure du matin, dans une soupenle obscure, étroite de la rue de Reims. Aucun de nous ne perdait courage. On envisageait les mesures d'aide aux grévistes. On étudiait l'offensive à prendre. C'était magnifique. Le plus expérimenté d'entre nous, V..., étalait sa carte d'Indochine, nous montrait les points stratégiques où cacher nos troupes (nous n'en avions pas) et les grottes où, refoulés, nous devrions nous cacher. A ce moment-là je regardais les autres camarades, et j'étais plus convaincu que jamais de notre ignorance et

du caractère simpliste de notre action. En effet, ce fut notre dernière réunion. Le groupe se dissocia. Une partie se réfugia dans des cercles d'études. Une autre sombra dans le « Caodaïsme », cette religion nouvelle, en laquelle ces illuminés espéraient trouver un appui dans la lutte.

Vers une organisation

révolutionnaire

Je n'aurais pas raconté ces faits si les défauts d'idéologie et d'organisation qu'ils révèlent, ne se retrouvaient pas — à un degré moindre, autrement, ce serait à désespérer de tout, — au stade actuel de notre mouvement. Certes, il y a maintenant en Indochine des noyaux de révolutionnaires expérimentés, scientifiques. Mais ils sont encore si restreints que nous croyons utile de répondre à la question : « Que faire ? »

Il faut une organisation révolutionnaire basée sur une « idéologie vraiment révolutionnaire », permettant de saisir le caractère général de chaque événement et de pouvoir avancer méthodiquement, jusqu'au jour où les conditions objectives et subjectives étant réalisées, l'insurrection sera déclenchée qui balayera l'impérialisme des colonies.

Il faut une idéologie révolutionnaire et une organisation révolutionnaire.

Pour pénétrer le contenu de ces deux mots, faisons d'abord une critique négative.

Que voyons-nous dans les deux faits rapportés plus haut ?

Des jeunes gens, armés uniquement de la haine sentimentale contre un régime d'oppression exaspéré, se lancent spontanément dans la lutte.

Par conséquent, du point de vue théorique, un nationalisme subjectif, stérile. Notons que dans les colonies où la lutte idéologique dans le mouvement révolutionnaire n'existe pour ainsi dire pas, si le nationalisme réactionnaire est un produit social (bourgeois), le nationalisme anti-impérialiste est une survivance idéologique. (Nous allons tirer des conclusions tactiques de cette remarque importante.) Du point de vue tactique, un romantisme révolutionnaire, action terroriste et militaire (primitivisme).

Du nationalisme au communisme

Un marin annamite m'a tenu les propos suivants :

« Comment voulez-vous que je ne sois pas nationaliste ? Quand je travaille à bord, les matelots européens me martyrisent, m'insultent, me frappent. Mais plus je réfléchis, plus je cherche à pénétrer les causes profondes de la domination française en Indochine, plus je marche vers un examen objectif et une vue d'ensemble de la lutte, plus je m'éloigne du subjectivisme nationaliste qui, loin de nous permettre de voir clairement la disposition réelle des forces opprimées et d'oppression ne fait que brouiller les cartes. »

Voilà qui sert d'introduction à ce qui va suivre et qui s'adresse particulièrement aux ouvriers et paysans d'Indochine, aux étudiants, fils d'ouvriers et de paysans ou de petits employés.

Nous comprenons que, forcés de lutter empiriquement et quotidiennement contre le Français qui exploite, qui frappe et qui insulte, vous voyiez dans le nationalisme une force de libération.

Mais tandis que pendant une cinquantaine d'années, vous avez entretenu votre haine contre la cause apparente de votre malheur : « l'étranger », l'histoire faisait son chemin. Elle a transformé une grande partie de la bourgeoisie agricole en bourgeoisie industrielle et commerciale, c'est-à-dire qu'elle a attiré vers le capital français et international, une partie de ce que vous appelez vos compatriotes. Et puis la bourgeoisie agricole se développe maintenant sous la protection du régime actuel. Ainsi la vieille opposition que la bourgeoisie indigène menait contre l'impérialisme français s'éteint progressivement sous l'action dissolvante de l'internationalisation du capital, de l'industrie, du commerce, en somme de la bourgeoisie.

Je ne nie pas qu'il y a une vingtaine d'années, la lutte nationale contre l'impérialisme étranger avait un sens. Elle en

a encore un peut-être maintenant, la soudure économique entre la bourgeoisie indigène et la bourgeoisie française ne faisant que commencer. C'est sans doute à cause de cela que beaucoup ne voient pas encore le regroupement des forces impérialistes et anti-impérialistes. Dans quelques années, la réalisation des grands projets économiques dans les colonies va clarifier la situation.

Déjà en face des événements de Yen-Bay, la bourgeoisie officielle indigène adopte une attitude nette : elle désapprouve ce mouvement ainsi que toute révolution tout en entretenant la confusion par son attitude hypocritement hostile à la répression.

Mais si on lit la presse de la bourgeoisie de « droite », on voit que la position de Lê Quang Trinh est claire : une tentative de grouper les forces conscientes de la bourgeoisie pour s'opposer à la vague révolutionnaire « antipatriotique ».

En résumé, le bloc bourgeois indigène, incapable de vivre indépendamment, se soude de plus en plus intimement avec la bourgeoisie française qui se sert de lui pour briser la vague révolutionnaire au nom du nationalisme annamite.

Mais ce bloc se compose d'une partie sociale et d'une partie disons « idéologique » appartenant aux masses non possédantes. C'est à nous, marxistes sûrs de leur pensée, de pénétrer sans crainte et sans gauchisme sectaire dans ce dernier milieu pour faire accepter nos conceptions révolutionnaires et nos méthodes de travail.

Avec Doriot, cette fois, nous disons que la lutte idéologique pour conquérir les éléments prolétariens nationalistes dans les colonies est d'une importance capitale, ainsi que la lutte substituant l'objectivisme révolutionnaire, le marxisme au subjectivisme nationaliste.

Nous étudierons la prochaine fois le terrorisme et le primitivisme (gandhisme et militarisme) et l'action consciente des masses. Un communiste indochinois.

Dans l'Enseignement

A propos de la « gauche » du syndicat national

A Fulconis, membre de la « ligue syndicaliste », qui lui reprochait de jeter la « suspicion » sur la gauche du syndicat national de l'enseignement, adhérent à la C.G.T., Aulas, du bureau fédéral unitaire de l'enseignement, répond dans l'Ecoute émancipée.

Aulas, insiste sur la nécessité d'apprécier différemment la gauche du syndicat national qui, dans les départements où existe un syndicat unitaire, n'a montré — partout ou presque — « qu'une démagogie verbale dans un seul but de recrutement des éléments jeunes, peu familiarisés avec les diverses formes du syndicalisme, mais qui sentent la nécessité de l'action et sont encore hypnotisés par le nombre qu'ils croient garant de force ».

Au contraire, dans les départements sans syndicat unitaire, « la gauche des sections est une gauche syndicaliste de lutte ; si elle était groupée ce serait notre syndicat unitaire. D'ailleurs tous ses membres actifs sont en général adhérents isolés de notre fédération. Nous sommes en liaison avec cette gauche dont nous ne suspectons pas les intentions. Elle travaille non pas pour renforcer la politique de collaboration du syndicat national, mais au contraire pour amener ses membres à la conception de la lutte de classe, à la fédération unitaire... »

Et avec force, Aulas conclut : « Nous sommes avec cette « gauche » là, oui, mais non avec la première, que nous continuerons à démasquer. Nous sommes pour l'unité, mais pour l'unité dans la lutte, dans l'action, contre l'administration, contre le gouvernement, contre le capitalisme, mais non pour l'unité avec les inspecteurs primaires, les directeurs d'E.N. et les agents de police adhérents à la C. G. T., avec les Peyerhimof, les Poincaré, les Loucheur collaborant avec Jouhaux. »

DANS L'INTERNATIONALE

Le nouveau "tournant" dans l'I. C. et en Allemagne

Berlin, avril.

Conformément au cours nouveau proclamé par la direction stalinienne depuis le 15 mars, le présidium du Comité exécutif a ordonné un tournant général dans toutes les sections de l'Internationale communiste.

Le nouveau tournant a projeté son ombre depuis assez longtemps. Il s'annonçait déjà dans le discours de Manouïlsky en novembre dernier au cours de la séance de l'Internationale de la Jeunesse communiste. Dans son discours, Manouïlsky attaqua avec une extrême violence le Comité central du Parti communiste autrichien auquel il reprochait d'avoir des « conceptions sectaires et peu sérieuses » pour avoir parlé, lors de l'aggravation de la crise autrichienne, d'une situation révolutionnaire imminente et pour avoir joué avec l'insurrection. Il révélait en outre le caractère foncièrement opportuniste du nouveau tournant.

Car ce furent les instances dirigeantes de l'I.C., la Centrale du P.C.A. en tête, qui avaient nettement jeté la direction du P.C. autrichien dans la « fièvre d'insurrection ». La conférence de Constance du 18 septembre 1929 déclara que « dès aujourd'hui la question de la prise du pouvoir se pose pour l'Autriche » et Remmele déclara à une séance du C.C. du Parti communiste d'Allemagne à laquelle assistaient aussi des représentants du Comité central autrichien, qu'il ne suffisait pas de propager l'idée des soviets, mais qu'il fallait à présent se mettre à le réaliser.

L'opposition de gauche s'élevait contre cette manière de jouer avec l'insurrection et montra que le Parti avait laissé passer déjà une occasion décisive lorsqu'il négligea de mobiliser les masses contre le régime de répression de Schober ; néanmoins elle fut dénoncée comme étant « défaitiste » et son mot d'ordre : créer dans toutes les usines des comités de défense contre le fascisme menaçant, se perdit sans avoir été entendu.

La faillite sans remède du cours stalinien « de gauche » se montra dès l'automne dernier dans toute la grande tragico-comique de son édition autrichienne.

Le lâche et lamentable recul des théoriciens de l'aventurisme, des inventeurs de la 3e période devant les suites politiques de leurs mots d'ordre et leurs théories dans la crise autrichienne, dénota déjà le caractère ou plutôt le manque de caractère du nouveau tournant.

Sans avoir l'air de rien, Manouïlsky, dans l'exposé qu'il fit, se mit à esquisser une nouvelle interprétation de la « 3e période ». Tout récemment encore, c'était la période de « l'essor révolutionnaire impétueux », de l'effondrement imminent de la stabilisation ; maintenant cependant, on signala très modestement la maturation d'une crise économique mondiale et on examina les phénomènes de crise se faisant jour dans les différents pays. « Ce n'est pas encore la fin de la stabilisation qui approche, mais seulement le commencement de la décomposition, car l'effondrement de la stabilisation capitaliste signifierait l'effondrement du système capitaliste, c'est-à-dire la naissance d'une situation objectivement révolutionnaire dans les pays capitalistes », voilà ce qu'annonçait Manouïlsky, alors que la *Rote Fahne* de Berlin parlait, dès le 1er février, de l'effondrement capitaliste qui se produisait à une « allure telle que c'est à en perdre le souffle ».

Mais une telle « ré-interprétation » n'est-elle pas faite pour dévoiler toute la sottise de la théorie de la 3e période ? Toute la stratégie ébauchée par le 6e Congrès ne menace-t-elle pas de s'effondrer dans cette humble tentative de révision faite derrière le dos du Parti ? Et l'effondrement de la base théorique et stratégique du cours stalinien « de gauche » ne menace-t-il pas d'ébranler l'autorité de l'appareil tout-puissant de l'I.C. ? La crainte de voir poser ouvertement ces questions domine absolument le bureaucrate exemplaire dans la première et timide tentative de révision. Et c'est pourquoi Manouïlsky jette vite une miette de pâture aux membres étonnés du Parti communiste : il constate que « l'essor révolutionnaire grandissant a déjà monté d'un degré ».

Ces contradictions du discours de Manouïlsky ne sont que le reflet des contradictions de la politique centrisme en général. Chaque tentative de se corriger doit être payée par « l'approfondissement » de ses erreurs passées ; de cette façon le centrisme prépare de plus en plus le terrain pour l'opportunisme avoué et favorise le développement de l'aventurisme et des tendances ouvertement droitières.

Le tableau le plus parfait des contradictions internes, des demi-mesures et de l'opportunisme le plus dangereux nous est fourni par le tournant effectué en ce moment en Allemagne par Thaelmann, Neumann et Remmele. La résolution adoptée à la séance du C.C. du P.C.A. des 20 et 21 mars constate que « tous les événements récents prouvent que l'essor révolutionnaire, malgré son développement inégal est ascendant avant comme après... »

Et au nom de l'essor révolutionnaire, la résolution du C.C. demande « un renforcement considérable de la lutte contre le social-fascisme ».

Or, le « renforcement considérable » consiste dans le fait que le C.C. découvre tout à coup la différence entre les ouvriers social-démocrates et leurs chefs contre-révolutionnaires. En même temps la résolution attaque le « sectarisme gauchiste » et constate que « le travail fractionnel a beaucoup diminué ces temps derniers dans les syndicats réformistes et chrétiens. »

Et en même temps encore le C.C. déclare que « les syndicats révolutionnaires existants doivent être renforcés de la manière la plus énergique. »

Rarement une direction a essayé d'une façon plus lâche et plus dégoûtante de se laver de ses fautes derrière le dos de ses adhérents. On découvre enfin que « la théorie du petit Zoergiebel » (selon laquelle le simple ouvrier social-démocrate est un « ennemi de classe ») appartient au domaine du crétinisme absolu. On masque cette découverte par le mot d'ordre du « renforcement de la lutte contre le social-fascisme ».

On ne peut se soustraire plus longtemps à la nécessité de travailler dans les syndicats libres (social-démocrates) auxquels appartiennent plus de 5 millions d'ouvriers. Mais pour voiler la reconnaissance de cette nécessité, ce travail est assimilé à celui qui est fait dans les syndicats chrétiens et on exige du même coup « le renforcement le plus énergique des syndicats révolutionnaires. »

Ce lâche revirement de la bureaucratie du Parti qui, dans l'espace de 24 heures, piétine ce que hier encore elle proclamait comme bolchévisme patenté, a eu des effets divers dans le Parti. Une partie de l'appareil, spécialistes assermentés de la lutte contre le social-fascisme, a répondu au tournant par une rébellion d'appareil. A la tête de cette « rébellion d'appareil » se trouve le stratège syndical Paul Merker, membre du Bureau politique et du C.C. Parmi les membres du P.C. il y a avant tout une confusion, un trouble extrêmes. La rébellion de Merker a trouvé dans la région du Centre (Berlin) un appréciable soutien. Les fonctionnaires du Parti ont repoussé, par 70 voix contre 7, le nouveau « tournant » et ont demandé l'exclusion de Remmele et de Heinz Neumann du C.C. C'est un trait typique de l'hypocrisie de la direction qu'elle essaie maintenant de convaincre les militants que la manifestation du groupe Merker ultra-gauchiste est... « une résurrection du trotskysme vaincu ». Et ceci après avoir constaté depuis des années que les trotskystes et la droite étaient identiques ! La direction du Parti ne réussira pas à se décharger sur le groupe Merker de ses fautes et de sa responsabilité dans la ligne qu'elle a défendue jusqu'ici. Elle réussira encore moins à mettre dans le même sac la véritable gauche du Parti et le groupe Merker d'ultra-gauche.

L'opposition de gauche qui lutte depuis des années contre le cours erroné de Staline et de Thaelmann, fortifiée maintenant par l'unification de l'opposition de gauche qui a eu lieu le 31 mars, luttera plus à présent que jamais dans le Parti, afin de gagner aux idées de l'Opposition Internationale les éléments les plus avancés du Parti. — K. L.

Grave crise intérieure dans le Parti communiste italien

Moscou, mars.

Il semblait que le Parti communiste italien fit exception dans l'Internationale communiste en échappant aux crises qui ont jusqu'ici ravagé ses sections. Et ce fait était fort inquiétant pour les dirigeants de l'I.C. Comment est-il possible, disait-on, que dans le Parti communiste italien le phénomène de l'opportunisme puisse se borner simplement au cas Tasca ?

L'Italie est le pays de la dictature capitaliste la plus féroce ; le pays où notre Parti, par de continuelles et fortes saignées, a été terriblement décapité. Tous les vieux cadres dirigeants, et aussi tous les cadres intermédiaires de notre Parti italien, et puis les cadres formés successivement après les lois d'exception, ont été balayés, détruits, par l'ennemi.

A présent donc les Heckerts, les Ferraris, et leurs amis, peuvent être satisfaits par la découverte que, aussi au sein du Parti communiste italien, un fort courant d'« opportunisme » s'est manifesté, lequel a littéralement brisé en deux les organismes de direction de ce même parti. Tout camarade tant soit peu initié à la pratique de la vie de l'I.C. dans ces dernières années, devine tout de suite que ce n'est pas parmi ces opportunistes qu'on trouvera les Ercoli et les Garlandi, lesquels, de la même manière qu'ils ont craché sur le « cadavre » de Boukharine, après en avoir été les laquais les plus fervents, ont, *eur*, hissé le drapeau de la lutte contre l'opportunisme.

Et, avant tout, une première remarque : le fait que dans cette minorité se trouvent les meilleurs éléments qui, après les lois d'exception, ont, tous, occupé les postes les plus périlleux dans le travail illégal en Italie, ainsi que les éléments prolétaires de l'ancienne direction élue par le dernier congrès du parti (Congrès de Lyon 1925) ; et le fait que de l'autre côté sont tous les éléments petits-bourgeois ayant fait leur carrière révolutionnaire dans les bureaux du Parti (ces éléments se trouvent sous la direction et le guide de l'avoué Ercoli, exactement défini par le camarade Trotsky comme « l'avoué de toutes les causes ») ; ces faits donc sont déjà pour eux-mêmes pleins de signification pour nous prouver où vraiment est logé l'opportunisme dans le Parti italien. Les désaccords très graves qui ont coupé en deux la direction du Parti italien, laquelle avait gardé jusqu'ici son unité à tout prix, se rapportent à la fois aux questions politiques et d'organisation.

La majorité, à la tête de laquelle est Ercoli — pour tenter de faire oublier ses erreurs passées, ses amours boukhariennes et tachiennes — s'est portée, comme il arrive habituellement, sur les positions les plus avancées du plus « gauche » gauchisme. En accord avec les décisions du 10e Plénum sur la fameuse « troisième période », Ercoli et C^o affirment voir « venir à maturité en Italie aussi tous les éléments d'une situation révolutionnaire aigüe ». La formule est typiquement « opportuniste » car l'on affirme : 1) « voir venir » ; 2) « à maturité » ; c'est-à-dire que l'on indique un processus qui peut être de mois ou d'années. Mais c'est pour les mois prochains que Ercoli et C^o mettent à l'ordre du jour l'insurrection antifasciste en Italie. « La catastrophe est imminente... La crise s'aggrave chaque jour... Les masses sont dans la rue... Il faut donc accomplir un tournant politique et d'organisation... Il faut, disent-ils, adapter le travail d'organisation à la « nouvelle situation » et aux « tâches nouvelles » posées par la situation qui se précipite. »

La minorité objecte en premier lieu : Est-il possible d'accomplir un tournant, un tournant quelconque, sans tenir compte de la situation du Parti ? Un tournant qui ne tient pas compte de la situation du Parti, au lieu de combler la distance existante entre le Parti et la situation objective, ne peut que la rendre plus profonde, l'élargir. Cette expérience est la triste expérience que le Parti italien lui-même a faite dans les années d'illégalité absolue consécutive aux lois d'exception.

En second lieu : les signes de combativité des masses ouvrières et paysannes, se multiplient, il est vrai, chaque jour (Faenza, Sulmona, Avellino, les démons-

trations de chômeurs, etc., sont une preuve qu'un changement est en train de s'opérer dans l'état d'esprit général de la population travailleuse). Mais ce qui caractérise encore la situation italienne est l'état de désorganisation très grave de la classe ouvrière, l'isolement dans lequel sont les ouvriers, leur condition de passivité et de terreur. Il suffit de considérer le fait suivant : bien que le salaire de l'ouvrier italien ait été réduit de presque 40 pour cent, seulement dans ces dernières années, aujourd'hui encore les industriels peuvent se permettre des nouvelles réductions de dix pour cent sans rencontrer de résistance ouverte. (Le chômage a pris de telles proportions que les ouvriers acceptent ces réductions dans la crainte de voir des chômeurs embauchés à leur place). Adapter les tâches et le travail du Parti à la situation signifie savoir comprendre en premier lieu où en sont les masses pour avoir la possibilité de les entraîner plus avant. Mais les tâches du Parti quant aux masses ne sont pas indépendantes de la situation intérieure du Parti dans la classe ouvrière, de ses liens effectifs avec les masses.

Si le Parti n'est pas lié avec les usines, il ne peut faire que des phrases quand il parle de grève générale politique et d'insurrection. Si le Parti n'est pas à même d'organiser les ouvriers dans la lutte contre les patrons pour la défense de leur salaire, il ne peut faire que des phrases lorsqu'il parle de guider les masses dans la guerre civile, dans les batailles de rue, etc.

Un autre désaccord touche à la disposition des forces du bloc révolutionnaire. « Aujourd'hui en Italie — affirme la majorité d'Ercoli — tous se posent le dilemme : fascisme ou communisme ? ». Tous ? Oui, tous : ouvriers, paysans, petite bourgeoisie urbaine. Plus rien à faire donc pour notre Parti, pour la conquête de la classe ouvrière, pour la conquête de ses alliés, les paysans, pour neutraliser les couches moyennes, etc., vu que tous en Italie se posent le dilemme : « fascisme ou communisme ». Comment donc tout ceci a-t-il pu arriver puisque notre Parti, depuis les lois d'exception, a été réduit à l'illégalité la plus absolue, a été chassé des usines par la réaction la plus dure, a perdu ses contacts avec la campagne, etc. ? Il s'agit, comme chacun le voit, de la théorie de la révolution qui mûrit par soi-même, la théorie de la révolution spontanée, qui est à la base de tout le système de ces « créateurs » de révolutions, lesquels pensent qu'il suffit d'écrire dans un journal — qui ne touche qu'un nombre très limité d'ouvriers — que l'insurrection mûrit, pour que nous nous trouvions en fait en face de l'insurrection.

Contre l'infantilisme ridicule de ceux qui donnent tout pour mûr, pour facile, pour prêt au succès, la minorité affirme la nécessité de lutter àprement contre la social-démocratie, car ce n'est pas vrai que les illusions démocratiques (lesquelles, comme Lénine nous l'a appris trouvent leur terrain le plus favorable dans toute situation réactionnaire) aient disparu en Italie ; car ce n'est pas vrai qu'aujourd'hui tous se posent le dilemme : « fascisme ou communisme » ; mais au contraire c'est le rôle de l'avant-garde prolétarienne organisée dans le Parti communiste, de faire en sorte que ce dilemme : « dictature fasciste ou dictature prolétarienne », devienne le dilemme de toute la population travailleuse.

La minorité caractérise la position ultra-gauchiste d'Ercoli et C^o, comme une position de capitulation véritable en face des difficultés. Substituer la phrase révolutionnaire aux anciennes positions opportunistes tenues dans le passé par Ercoli et C^o ne signifie pas donner au Parti une politique plus radicale. L'opportunisme petit-bourgeois peut masquer sa marchandise par des phrases révolutionnaires : il ne cesse pas pour cela d'offrir une marchandise pourrie. Et si c'est sous le drapeau de la direction officielle de l'I.C. qu'on s'efforce d'introduire cette marchandise dans nos partis, une fois de plus la lutte contre l'opportunisme apparaît comme la lutte pour une direction ferme, vraiment bolchéviste de l'Internationale communiste. — H. S.

LA VIE DE L'OPPOSITION

L'ORGANISATION DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

L'opposition communiste fait des progrès qu'il serait puéril de nier mais qu'il serait puéril aussi de surestimer. Une saine appréciation de nos forces est la base nécessaire d'une juste organisation. Or nos forces nous ont obligé aujourd'hui à adopter une forme d'organisation définie sous le titre général de *Ligue Communiste (Opposition)*. Nous publions plus bas les statuts de l'organisation qui ont été adoptés.

Les modalités de l'organisation ne sont pas pour nous, et ne peuvent être pour aucun communiste, une question formelle. La question d'organisation est une question politique. La façon dont on envisage l'organisation reflète forcément une conception politique définie de l'action. C'est la façon dont nous avons compris notre lutte par rapport au parti qui a déterminé notre forme d'organisation. Contrairement aux liquidateurs de droite, P. O.P., etc., nous considérons qu'il n'y a pas de position moyenne entre la social-démocratie et le communisme. Il faut choisir entre les deux, quitte à n'être dans le mouvement communiste qu'une minorité durement brimée et combattue. Nous sommes communistes et restons communistes, malgré la bureaucratie officielle du Parti qui, elle, abandonne et défigure chaque jour les données fondamentales de l'activité révolutionnaire marxiste. Nous l'avons déjà dit : « Aujourd'hui, après la faillite de la 2e Internationale et la Révolution Russe, et douze ans après cette révolution, la 3e Internationale est constituée sur un modèle bureaucratique, qui rejette automatiquement les meilleures forces du marxisme révolutionnaire, du communisme. Les communistes ne peuvent donc plus travailler dans leur organisation. D'où la nécessité pour eux de se constituer en fraction indépendante. Mais cette fraction ne doit pas être considérée comme un îlot de fortune suspendu au-dessus des Internationales. Non, c'est une fraction internationale qui représente l'élément marxiste révolutionnaire véritablement communiste, quoique hors de la 3e internationale. »

En France la dégénérescence du Parti a atteint un degré beaucoup plus bas que dans d'autres pays. Mais cela ne diminue en rien le fait que c'est sur la base des principes adoptés par l'I.C. dans ses quatre premiers Congrès, et qui ont servi de base à la fondation et au développement du P.C.F. jusque vers 1924, que tout noyau de renaissance communiste doit se tenir et combattre. Nous n'espérons rien des méthodes de bluff et de corruption qui règnent en maîtresses dans le Parti. Mais nous ne voulons pas abandonner à cette bureaucratie le terrain de la lutte communiste. C'est pourquoi partout où les ouvriers vont vers le Parti communiste, partout où le Parti communiste entretient des organisations, nous y sommes aussi. Nous sommes dans le Parti si nous pouvons y être, nous sommes hors du Parti si l'on nous exclut, mais de toutes façons nous restons là où sont les ouvriers révolutionnaires. Cela veut donc dire aussi que là où le Parti n'est pas, là où le Parti a disparu sous le discrédit, nous devons aussi exister. Nous ne vivons pas en appendice du Parti mais avec la classe ouvrière, qu'elle soit organisée dans le Parti ou non.

Dans le Parti notre premier devoir est de lutter sans répit contre les erreurs permanentes de la direction. Il est de travailler avec nos camarades de la base dans toutes les luttes contre la bourgeoisie, mais en dénonçant chaque fois qu'il est nécessaire la fausse tactique de l'appareil. Dans le Parti nous devons avoir une fraction sérieusement organisée.

En dehors du Parti l'opposition communiste doit créer des noyaux, des groupes, partout où elle le peut. Là, sa lutte sera celle que devrait mener le Parti : une lutte justement orientée, une éducation solide de ses membres, en un mot, elle doit jeter les bases d'une saine organisation communiste en France.

C'est dans ce sens qu'après sept mois de travail nous avons constitué la Ligue Communiste (Opposition). Il faut que chaque membre du Parti qui sympathise avec la gauche y adhère et continue à lutter dans le Parti sans défaillance. Il

fait que tous les camarades qui ont été exclus du Parti pour leur action révolutionnaire y adhèrent et continuent ainsi à mener la lutte contre la bourgeoisie. Il faut enfin que les camarades qui hésitent à entrer dans le Parti communiste parce que dès maintenant ils se sentent incapables de lui accorder leur confiance, adhèrent à la Ligue Communiste.

Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas être un « second parti ». C'est-à-dire l'embryon d'un Parti communiste qui se présente à la classe ouvrière comme absolument détaché de l'Internationale Communiste et dont, par conséquent, le but immédiat devrait être forcément la réalisation d'une organisation de masse, dépassant largement l'influence du Parti communiste officiel. Telle n'est pas notre position. Nous restons une fraction organisée sur la base des principes de l'Internationale Communiste, par conséquent nous ne pouvons pas opposer à l'I.C. une nouvelle organisation (en France tout au moins). Nous savons qu'assez longtemps encore notre travail ne pourra pas atteindre la large masse, en grande partie parce que nos forces ne sont pas encore suffisantes pour réaliser toutes les tâches qui nous incombent. Mais ces forces sont déjà suffisantes pour nous permettre de réaliser le travail de notre première étape : l'organisation d'une solide base pour la gauche dans le mouvement communiste, la publication d'un journal lié à la vie de l'avant-garde révolutionnaire et largement diffusé, l'éducation sérieuse des camarades adhérents à la gauche.

Quelles perspectives immédiates s'ouvrent devant nous, on ne peut pas l'exposer avec toute la précision souhaitable. Un facteur reste très difficile à évaluer : c'est celui de la crise du Parti. La crise du Parti a sa source dans les combinaisons bureaucratiques élaborées à Moscou, et ces combinaisons elles-mêmes dépendent étroitement des courants imposés à la bureaucratie dirigeante russe par le développement des forces de classes. A l'autre pôle, c'est-à-dire en France, il y a cependant d'autres facteurs influents, en tout cas qui peuvent devenir beaucoup plus influents, qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. C'est d'abord la réaction spontanée sous la pression des circonstances, des ouvriers eux-mêmes. Cette réaction doit forcément se produire et on peut dire qu'elle s'est déjà produite, non seulement en France, mais aussi dans d'autres pays ; sans cela on ne s'expliquerait pas le « développement inégal » de la crise de dégénérescence de l'I.C. dans les différents pays européens, très frappant si l'on compare par exemple la France et l'Allemagne. Enfin il y a un facteur dont il dépend de nous de multiplier l'importance : c'est l'influence de l'opposition communiste sur la politique du Parti. Sur ce point il ne faut se faire d'illusion ni dans un sens ni dans l'autre. Il ne faut ni jeter le Parti aux orties, ni croire à un « redressement » magique et immédiat. Ce qu'il faut c'est lutter côte à côte avec la base du Parti partout où on le peut et tant que les circonstances non seulement le permettent, mais l'exigent. Ainsi, il est clair que dans la région parisienne, notre effort doit viser avant tout à convaincre les camarades de la justesse de notre point de vue en combattant côte à côte avec eux dans les luttes ouvrières et en leur montrant chaque fois que l'occasion s'en présente, quelles sont les erreurs de l'activité du Parti et où elles l'entraînent. La question se pose différemment dans d'autres régions, notamment dans les grandes régions industrielles du Nord, de l'Est et du Centre, dans lesquelles le Parti possède un nombre dérisoire de noyaux. Dans ces régions, partout où elle le peut, la Ligue Communiste doit créer ses propres noyaux.

Tout ce travail réclame des camarades de l'opposition beaucoup de patience, de confiance, d'énergie. La crise du Parti n'est pas de celles qui se résoudront en un jour, mais ce qu'il faut c'est la résoudre au bénéfice du mouvement communiste et non au bénéfice de la social-démocratie et c'est à cette tâche que la Ligue Communiste doit continuer sans relâche à travailler.

Nous nous adressons ici à tous les camarades du Parti : nous leur disons : continuez à lutter dans le Parti avec la Ligue Communiste ! Lisez la *Vérité* ! Aux

camarades que l'on exclut, ou qui quittent le Parti nous disons : venez lutter avec la Ligue Communiste, repoussez les groupements de social-démocrates masqués, comme le P.O.P. ! La place d'un ouvrier révolutionnaire, même exclu du Parti, est dans les rangs de la Ligue communiste (Opposition), contre la bourgeoisie, contre le Parti socialiste, contre le P.O.P. et les liquidateurs de droite !

Nous avons dès à présent adopté la forme d'organisation définie dans les statuts que nous publions plus loin. Dans un délai de deux mois au minimum tous les groupes de la Ligue Communiste devront réunir une conférence, dont nous avons

déjà parlé, afin de discuter des problèmes les plus urgents et d'adopter les éléments d'une plate-forme. Toute information ultérieure à ce sujet paraîtra dans la *Vérité*. Chaque membre de la Ligue versera une cotisation mensuelle de 4 francs, réduite à 2 francs pour les membres du Parti et des Jeunesses. Le secrétariat se mettra en relation directe avec les groupes, à ces sujets. Une commission Exécutive de sept membres a été élue. Elle comprend les camarades : Franck, Gérard, Gourget, Lévine, Naville, Obin, Rösmer. Toute communication concernant la Ligue doit être adressée au secrétariat de la Ligue, 45, Boulevard de la Villette.

Ligue communiste (Opposition)

STATUTS

Article premier. — La Ligue communiste (Opposition) groupe les communistes qui poursuivent l'organisation de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, pour l'abolition du régime capitaliste par la dictature du prolétariat, dans la voie tracée par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, selon les principes du marxisme révolutionnaire.

Art. 2. — Les membres de la Ligue acceptent les principes, les statuts, la tactique et la discipline de la Ligue. Ils se conforment aux décisions des conférences internationales et nationales et de la Commission Exécutive.

Ils peuvent appartenir au Parti ou aux Jeunesses communistes. Ils doivent appartenir au syndicat ouvrier de leur profession.

Adhésion

Art. 3. — L'adhésion individuelle est soumise à la décision du groupe local et à la ratification de la Commission Exécutive. L'adhésion collective est soumise à la décision de la Commission Exécutive.

Radiation

Art. 4. — La radiation d'un adhérent est prononcée par le groupe de base et ratifiée par la Commission Exécutive. Elle peut être prononcée directement par la Commission Exécutive.

On pourra appeler de ces décisions devant la Conférence Nationale. Le membre ou le groupe, dont l'exclusion est demandée, sera toujours entendu.

Organisation de base

Art. 5. — Les membres de la Ligue sont organisés sur la base territoriale. L'organisation de base prend le nom de Groupe de telle localité de la Ligue communiste (Opposition).

Partout où le groupe de base le jugera possible, des organisations seront établies sur la base de l'entreprise.

Art. 6. — Le groupe local désigne un secrétaire, un trésorier et un ou deux adjoints qui constituent le bureau du groupe. Le bureau est en liaison directe avec la Commission Exécutive.

Conférence nationale

Art. 7. — La Conférence Nationale de la Ligue représente l'ensemble des membres de la Ligue. Elle se tiendra au moins une fois par an. La Conférence Nationale sera en outre convoquée soit par la Commission exécutive lorsqu'elle le jugera utile, soit sur la demande d'un tiers des membres. Les groupes seront représentés proportionnellement à l'effectif de leurs membres. Les votes auront lieu par mandats.

Art. 8. — La Conférence Nationale fixe les directives de la politique, de l'organisation et de l'action de la Ligue Communiste. Elle se prononce sur les rapports politiques, d'organisation et d'administration des organismes exécutifs.

Elle procède à la désignation de la Commission Exécutive au scrutin majoritaire.

Art. 9. — Le régime de la Ligue est le régime du centralisme démocratique. La majorité exprimant la volonté de la Conférence Nationale dirige la Ligue.

La Ligue reconnaît à tous les membres le droit de libre discussion intérieure.

La Commission Exécutive

Art. 10. — La Commission Exécutive dirige et administre la Ligue dans l'inter-valle des Conférences Nationales, confor-

mément aux décisions des conférences. Elle contrôle les organes périodiques. Elle représente la Ligue dans les organisations internationales.

Art. 11. — La Commission Exécutive peut être saisie en tout temps et directement de toute question par tout membre de la Ligue.

La Commission Exécutive résout tous les conflits intérieurs à la Ligue. Appel de ses décisions peut être interjeté devant la Conférence Nationale.

Art. 12. — Exceptionnellement jusqu'à la première Conférence Nationale, la Commission Exécutive pourra s'adjointre de nouveaux membres par cooptation.

Secrétariat

Art. 13. — La Commission Exécutive désigne un secrétariat constamment responsable devant elle. Elle procède d'une façon générale aux délégations nécessaires pour l'action politique et l'administration de la Ligue.

DEUX JOURNAUX DE L'OPPOSITION DE GAUCHE INTERNATIONALE

Nos camarades de l'opposition de gauche unifiée du P.C. Allemand viennent de faire paraître le premier numéro de leur journal bi-mensuel : *Le Communiste*. Le journal paraît sur un format moitié moins grand que celui de la *Vérité*, bi-mensuellement, sur 8 pages. Exceptionnellement le premier numéro comprend 12 pages. Le premier numéro comprend un appel de l'opposition de gauche unifiée aux ouvriers allemands, plusieurs articles sur la crise du Léninbund et du P.C.A., sur les élections aux conseils d'usine, sur l'activité de l'aile gauche dans diverses régions, à Leipzig, etc...

L'adresse du journal est la suivante : Brunsdorferstrasse, 23, Berlin-Neukölln. Nous souhaitons à nos camarades allemands un développement rapide, malgré les difficultés très sérieuses qu'ils ont à surmonter. *Le Communiste* doit devenir un journal étroitement relié à l'avant-garde communiste, et pour cela il faudrait que le plus rapidement possible il devienne hebdomadaire, il doit aussi conserver un contact étroit avec les autres publications internationales de l'opposition, et notamment avec la *Vérité*. Nous l'y aiderons.

L'opposition communiste de République Argentine vient aussi de publier le premier numéro de son journal, qui s'appelle *La Verdad* (La Vérité), 4 pages du format de la *Vérité*. Son adresse est la suivante : Sarandi 1366, Buenos-Aires. Le journal se propose de travailler avec efficacité à la lutte communiste en Argentine, en dépit de la maigre clique stalinienne qui y sévit. *La Verdad*, est publiée par le « Comité communiste de l'Opposition », qui est organisé sur le modèle de l'organisation de nos camarades des Etats-Unis. *La Verdad* se place sur la plate-forme générale de l'Opposition de gauche avec laquelle elle veut travailler en étroit accord. Nous saluons avec enthousiasme la parution de *La Verdad* comme une première pas sur la voie de la compréhension marxiste des problèmes révolutionnaires de l'Amérique Latine. Ce continent contient des forces révolutionnaires géantes qui ont besoin d'être étudiées sérieusement par l'opposition communiste, car elles seront sans doute d'une importance capitale dans le développement de la révolution mondiale.

ANTIMILITARISME COMMUNISTE

Il n'est pas un révolutionnaire pour nier la nécessité de la propagande antimilitariste et c'est fort justement que P. C. inscrivait dans les vingt et une conditions d'adhésion l'obligation pour tout parti adhérent de se livrer à une propagande intense et persévérante auprès des soldats. Passons sur les étapes successives du P.C. français avant de mettre en pratique cette obligation ; constatons aussi que bien des organismes du parti ne font encore rien aujourd'hui. Ce qui nous importe d'abord, c'est le contenu de la propagande menée par le P.C. et les J.C. Les anarchistes aussi sont des antimilitaristes et certains paient courageusement de leur personne, la mise en pratique de leurs conceptions ; mais cela ne veut pas dire du tout que le contenu de leur propagande soit bon. De même, tout en étant aux côtés de nos camarades des J.C. qui luttent dans l'armée, nous devons dire que la propagande antimilitariste du P.C. et des J.C. n'est pas bien orientée.

Que dit aujourd'hui le parti aux soldats ? « Vous êtes mal nourris, mal soignés, votre prêt est ridicule, vos chefs vous briment... avec le P.C. et les J.C. réclamez le prêt à 2 francs, tant de jours de permission, le contrôle de l'ordinaire, etc... » Enfin, quand ont lieu des manifestations ou des grèves, le parti appelle la troupe à fraterniser. Entre les deux mots d'ordre, aucun lien ; il suffit de lire la presse du parti pour constater que la propagande antimilitariste est essentiellement orientée sur les revendications immédiates des soldats. Il est tout à fait normal de s'appuyer là-dessus pour éveiller l'esprit de classe des jeunes travailleurs mobilisés et ce devrait être la base de l'action d'organisations comme les amicales de conscrits ; par contre, le parti a bien autre chose à faire. La lutte antimilitariste ne doit pas cesser le jour où les haricots seront cuits et la discipline moins stricte ; d'ailleurs, il a pu être constaté assez souvent que le commandement a su étouffer le mécontentement par quelques améliorations de détail. Les bourgeois intelligents, les social-démocrates qui sont de si habiles serviteurs de la bourgeoisie réclament aussi l'amélioration du sort du soldat « pour s'opposer à la propagande communiste ».

Cette agitation autour de revendications peut donner des résultats immédiats, mais sans lendemain. Combien en avons-nous vu de ces antimilitaristes (à la caserne, qui ne l'est pas ?) qui, une fois rentrés chez eux disent à un conscrit : « J'y suis allé ; les jeunes peuvent bien en faire autant. Ils apprendront à se débrouiller. »

Prenons un exemple pour concrétiser ce que doit être la propagande dans l'armée. Au lendemain de la guerre, l'état-major ne pouvait songer à demander le maintien de la loi de trois ans de service, car il y aurait eu des résistances fort vives ; mais la politique de l'impérialisme français nécessitait alors une armée nombreuse (occupation de la rive gauche du Rhin, de la Ruhr, guerres au Maroc, en Syrie...) et le service fut fixé à deux années. Les partis « de gauche » se déclarèrent partisans du passage graduel à 18 mois, puis à un an de service, avec réorganisation de l'armée ; c'est aujourd'hui chose faite. Que fit alors le parti ? Ne croyant pas à une possibilité de réorganisation de l'armée, il mena campagne sur la plate-forme du service immédiat d'un an ; en outre, il employa souvent des arguments identiques à ceux des partis de gauche : la guerre avait montré qu'il fallait peu de temps pour former un soldat ; pendant le service militaire, un grand nombre de bras étaient enlevés à la production. Il aurait fallu tenir le langage suivant : « Qu'il faille deux mois ou deux ans pour faire un soldat, cela ne nous regarde pas ; la puissance de l'armée bourgeoise ne nous préoccupe pas. Nous luttons pour le moindre temps de service, parce que la lutte de classes se mène moins difficilement à l'usine qu'à la caserne ; mais service d'un an ou de deux ans, dans les deux cas, c'est à la bourgeoisie que sert l'armée, aussi bien dans sa politique d'expansion coloniale que dans sa politique de répression con-

tre les travailleurs en lutte ». La véritable propagande communiste consiste à montrer aux jeunes travailleurs la besogne à laquelle on les utilise ; elle consiste à leur montrer que les armes qui leur sont confiées n'ont pas de signification par elles-mêmes, mais par l'usage qui en est fait ; il importe beaucoup qu'un fusil soit entre les mains d'un bourgeois ou d'un prolétaire conscient. Toute la partie de la propagande qui consiste à éduquer les jeunes sur le rôle que joue et que peut jouer l'armée dans les luttes de classes, sur la nécessité pour eux d'apprendre le maniement des armes que la bourgeoisie leur confie est aujourd'hui négligée par le parti.

Dans un autre domaine, le parti se livre à une agitation superficielle et néglige le travail en profondeur. Il faut évidemment intéresser les masses à la propagande dans l'armée et pour cela les organisations syndicales sont tout indiquées (cela suppose d'abord une politique syndicale correcte qui contribue au développement de syndicats de masses). Aujourd'hui, le parti appelle les travailleurs à « parrainer les casernes ». Pratiquement cela se passe ainsi ; pendant une grève, un camarade des J.C. fait voter une motion de parrainage par l'assemblée des grévistes ; à la suite de quoi il transmet par l'intermédiaire de l'organisation une lettre à quelques camarades du régiment parrainé. Si la correspondance se poursuit, c'est beau ; généralement il n'y a pas de suite et les ouvriers qui ont voté la motion ne se préoccupent de rien. Il y a un moyen simple, sérieux d'intéresser les travailleurs à la propagande antimilitariste ; c'est de faire fonctionner effectivement le « Sou du Soldat » comme l'avait fait la C.G.T. d'avant-guerre (ce pourquoi elle fut poursuivie). Il faut que chaque syndiqué mobilisé reçoive régulièrement une aide matérielle de son organisation ainsi qu'une lettre lui décrivant la vie de son organisation, la situation de la classe ouvrière. C'est en se sentant réellement à son organisation de classe que le jeune travailleur se trouvera plus fort pour combattre la bourgeoisie.

La propagande communiste dans l'armée n'est pas quelque chose de simple ; ceux qui gâchent le dévouement magnifique de nombreux camarades dans une agitation superficielle sans lendemain au lieu de l'utiliser à un travail de pénétration persévérant portent de lourdes responsabilités.

P. FRANK.

Actuellement, la militarisation se fait sentir dans toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage du monde; il doit donc fatalement amener la militarisation de tous les pays, même des neutres et des petites nations. Que feront donc contre cela les femmes prolétaires ? Se borneront-elles à maudire la guerre et les armes, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une nation opprimée et véritablement révolutionnaire ne se résigneront à un rôle si pitoyable. Elles diront à leur fils :

« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que doivent posséder les prolétaires, non pour tirer contre leurs frères les ouvriers des autres pays, comme il arrive dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres du socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, — autrement que par des vœux inoffensifs — par la victoire sur la bourgeoisie QUI SERA ALORS DESARMEE. »

Si on renonce à mener cette propagande et justement à l'occasion de la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution sociale, sur la guerre, contre la guerre.

LENINE.

Les jeunes dans les bagnes capitalistes

Chez Lioret et Olivier

Chez Lioret et Olivier, comme dans toutes les autres usines capitalistes, l'exploitation des jeunes se fait sur une grande échelle.

Ils doivent assurer le même nombre d'heures de travail que les ouvriers ; s'ils désirent participer aux cours d'apprentissage créés par la boîte, ils doivent le faire en plus de leur semaine, d'après le règlement. Cinq jours par semaine ils font 9 h. 1/2 de travail effectif et le samedi ils finissent à 11 heures ; l'après-midi de ce jour seulement est réservé à l'apprentissage, c'est-à-dire de 12 heures à 18 heures, pendant que tout le personnel fait la semaine anglaise.

En dehors des cours d'apprentissage, le travail des apprentis de 13 à 14 ans consiste à faire les courses ou à prêter la main aux ouvriers qualifiés pour un salaire horaire de 2 fr. 50 ; la maison ne leur laisse aucune initiative et de ce fait, ils ne peuvent pratiquement espérer apprendre grand-chose.

Les petites mains ajusteurs sont embauchés à 2 fr. 50 ou 2 fr. 60 de l'heure ; pour augmenter leur salaire ils doivent fournir un surcroît de travail et ainsi bénéficier du boni ; il va sans dire qu'ils n'y arrivent que très difficilement et bien rarement.

La maison Lioret obtient une production intensive par le simple jeu du boni dont les jeunes ont à souffrir en majeure partie, en promettant une prime si l'ouvrier dépasse un nombre déterminé de pièces usinées.

Les jeunes, ainsi que tout le personnel, sont obligés de vivre dans une atmosphère viciée, qui se forme lorsque les pièces à usiner sont plongées dans des bains d'huile, il se dégage alors des colonnes de fumée, pour l'évacuation de laquelle aucun aspirateur n'a été prévu. Il est vrai que la maison Lioret et Olivier ne se soucie guère des conditions de vie de ses ouvriers ; seule la surproduction et les bénéfices supplémentaires qu'elle comporte, l'intéresse.

Un ouvrier de la boîte.

Les jeunes et les syndicats

Examinons brièvement la place et le rôle des jeunes dans le mouvement syndical.

Une « Ecole de jeunes syndiqués » eut lieu en automne 1928 ; elle devait aboutir à la formation de sections de jeunes syndiqués.

Malheureusement il en fut de ces sections comme de la plupart des « créations » de nos dirigeants ; sauf de rares exceptions, les sections de jeunes syndiqués n'existent que sur le papier ; beaucoup de mots mais rien derrière.

Même le syndicat des métaux, qui est un de ceux qui groupent le plus de jeunes, n'a aucune organisation spéciale pour les jeunes syndiqués. Les jeunes peuvent bien participer aux commissions exécutives, mais ils ne peuvent y représenter un mouvement de jeunes qui n'existe pas.

La façon dont notre « gros Courtade » est intervenu — par lettre — à la conférence confédérale n'est donc que pur bluff, conformément à une pratique trop répandue par laquelle on réussit à dissimuler, pour un temps, les fautes et les échecs.

Une des premières tâches de la Jeunesse communiste, c'est de créer et de faire vivre réellement des sections de jeunes syndiqués. Ce sera là un premier pas vers une organisation, solide de la jeunesse, et en même temps un point d'appui pour la préparation d'un véritable congrès de la jeunesse ouvrière.

C'est en effet très joli de tenir un congrès de la jeunesse ouvrière, mais faut-il encore qu'il réunisse un pourcentage important de jeunes ouvriers inorganisés ; sinon, il risque fort de n'être qu'un congrès de la jeunesse communiste.

Lisez les numéros 28 et 29 concernant notre plateforme pour l'action de la jeunesse

Boukharine franc-maçon

Le récent pamphlet de Boukharine contre le pape, largement diffusé par le Parti, est le type d'une agitation antireligieuse petite-bourgeoise qui n'apporte rien au prolétariat. Boukharine dénonce simplement les brutalités et les scandales commis par les papes au Moyen Age et durant la Renaissance. C'est une besogne que les idéologues de la bourgeoisie française ont faite il y a un siècle et demi (Diderot, Voltaire, etc...), avec infiniment plus de force et de talent que Boukharine.

Boukharine se borne aujourd'hui à reprendre leurs arguments ; il montre que l'Eglise catholique, du 15e au 19e siècle, a été la plus grande ennemie des classes populaires, du tiers-état, et surtout de la bourgeoisie ! Cette lutte est particulièrement connue en France. Aujourd'hui la situation est complètement différente. Il faut montrer que l'Eglise catholique n'est plus une force indépendante, mais que c'est la bourgeoisie, maîtresse incontestée dans l'économie, la politique et l'idéologie qui l'utilise. L'Eglise fournit un vieux arsenal, une agence réactionnaire, encore bien conservée dans de nombreux pays. C'est pourquoi la bourgeoisie, menacée dans ses positions par le prolétariat, l'appelle à son aide, utilise ses services. C'est cela qu'il faut montrer aujourd'hui, en expliquant le rôle de l'Eglise dans le mouvement ouvrier, et non dénoncer les turpitudes des papes au xv^e siècle. La brochure de Boukharine est simplement de l'anticléricalisme petit-bourgeois, très fréquent en France, mais aujourd'hui dépassé par l'évolution historique des classes. Ce qu'il faut au prolétariat, c'est une lutte contre la bourgeoisie et son instrument clérical ; il faut dénoncer l'activité de l'Eglise comme alliée de la bourgeoisie. Il faut montrer au prolétariat que l'idéologie bourgeoise est aujourd'hui aussi contre-révolutionnaire que celle de la religion bien qu'elles aient été antagonistes dans le passé, et qu'elles s'opposent encore parfois.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative supérieure de la réalité du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti.

L. TROTSKY.



— Absent la nuit dernière ? Vous coucherez huit jours en prison pour vous apprendre à coucher dans votre lit.

Adressez vos lettres des usines à LA VERITE, 45, bd de la Villette. Adhérez à la Ligue Communiste Comité des Jeunes

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26

La Vérité des Jeunes

Vive le Congrès de la Jeunesse ouvrière et paysanne!

Voici le 1er congrès de la jeunesse ouvrière et paysanne, qui doit permettre d'établir sérieusement dans le domaine pratique un plan d'action vigoureux pour la défense des revendications des jeunes.

Au cours de ce congrès on doit adapter à la situation économique du jeune prolétariat les moyens de lutte qui permettront aux jeunes de résister à l'offensive du patronat. Il faut absolument que de ce congrès sorte un courant fort et puissant vers les syndicats, première étape d'organisation des jeunes. Après ce premier pas il ne faut pas s'arrêter, il faut aller plus loin et bien apprécier les charges particulières qui pèsent sur les épaules des jeunes travailleurs et dont la conclusion est le service militaire dans l'armée bourgeoise. Le rôle de la jeunesse communiste et des jeunes oppositionnels est grand dans cette deuxième étape ; nous devons nous préparer à accomplir ce travail qui consiste à influencer et éduquer les jeunes travailleurs.

— Vous êtes tous des jeunes travailleurs, camarades, délégués du Nord, de l'Est, de l'Ouest, du Centre et du Midi. Vous sentez plus que quiconque le poids de l'exploitation du régime capitaliste ; pour vous défendre il faut vous organiser !

La misère des Jeunes

La situation des jeunes est de plus en plus difficile dans l'évolution présente du capitalisme. Depuis l'après-guerre, des dizaines de milliers de jeunes sont lancés dans la production mécanique, textile, mines, etc., pour permettre de rendre suffisant le budget familial.

Sur un million de jeunes ayant quitté l'enseignement primaire pour aller à une vie de labeur malgré leurs 13 ans, il y a plus de 900.000 jeunes qui sont jetés dans la production sans préparation, à la merci des capitalistes qui en font, dans la plupart des cas grâce au développement du machinisme, des manœuvres spécialisés ; 100.000 environ échappent à ce régime en fréquentant les écoles d'apprentissage et les cours professionnels, dépendant des organisations chrétiennes et patronales.

Cette question de l'apprentissage nous intéresse car elle touche des dizaines de milliers de jeunes de 12 à 16 ans. L'apprentissage joue son rôle dans la classification sociale des travailleurs. En effet, de jeunes apprentis, appuyés par des fascistes ou des socialistes, arrivent à devenir des ouvriers qualifiés. Ils reçoivent alors un salaire plus élevé, ce qui risque de les éloigner de la grande masse des manœuvres dans la lutte économique et politique, sans en faire toutefois une aristocratie ouvrière du genre de celle existant en Amérique.

Le problème de l'apprentissage

Pour nous, la question de l'apprentissage est très importante et nous devons savoir, nous aussi, organiser des foyers d'études et des cours professionnels en donnant à ces groupements, au sein des syndicats et des localités, un sens précis d'orientation par des moyens différents de ceux des organisations patronales qui tentent de développer chez les jeunes une conscience professionnelle réfractaire à la conscience de classe. Sur cette question de l'apprentissage, les fascistes chrétiens et les socialistes réformistes prennent une position catégorique, défendant le contrat d'apprentissage de la loi du 20 mars 1928, qui est un véritable contrat d'exploitation et de soumission absolue devant les patrons. La situation matérielle des jeunes apprentis est très critique, les salaires étant largement insuffisants. Dans la région parisienne, 70 p. cent des apprentis de 3e année (moyenne 16 ans) sont payés 2 fr. 25 de l'heure dans la mécanique, 2 fr. 50 dans la fonderie, 2 fr. 30 dans la chaudronnerie et 2 fr. 10 dans les industries connexes et autres. En province, en particulier dans le Nord et l'Est,

pour le textile, les mines et la mécanique, les salaires sont nettement inférieurs à ceux de la région parisienne. L'on voit par ces chiffres combien le budget des jeunes apprentis est insuffisant.

Le surmenage et ses dangers

Pour ce qui a trait à la production, la constitution physique des jeunes ne correspond pas au rythme de la rationalisation, et le nombre d'heures obligatoires est trop lourd pour eux car dans la majorité des cas ils font 9 et 10 heures par jour. Ce surmenage constitue une des causes essentielles des accidents ; le patronat se moque de cet état de choses, pourvu que sa plus-value augmente !

Quant à nous, nous devons nous occuper de donner aux jeunes le maximum de moyens dans la production capitaliste mais surtout les aider à se faire une conscience sociale détachée de cet esprit réformiste qui est trop souvent l'apanage des ouvriers qualifiés. Les jeunes doivent se grouper dans les syndicats et entraîner leurs aînés à les soutenir dans leurs luttes pour les salaires et le respect des 6 heures par jour que doivent faire les apprentis.

Pour les jeunes de 18 à 20 ans, le salaire moyen pour toute la France ne dépasse pas 20 francs et pourtant nos jeunes camarades font à l'usine le même travail qu'un adulte. Du fait de cette rétribution réduite, ils jouent le rôle de freineurs pour l'augmentation générale des salaires, car le patronat dresse les adultes contre les jeunes et se sert de ces derniers, dans la production rationalisée, pour l'élimination d'ouvriers adultes avancés. Les jeunes ouvriers doivent se préparer à batailler ferme pour leurs revendications légitimes en réclamant un salaire égal à celui des adultes ; ils doivent être soutenus vigoureusement par ces derniers pour imposer au patronat leurs revendications de travail.

Les tâches du congrès

Le congrès de la jeunesse ouvrière est convoqué pour étudier toutes ces ques-

tions ; il doit examiner sérieusement la situation des jeunes et indiquer les méthodes de travail pour la première étape de lutte, la lutte pour les salaires. Cependant même pour les revendications particulières de la jeunesse, on ne doit pas les détacher, à la manière chrétienne et socialiste, des revendications économiques et politiques générales du prolétariat.

Tous nos jeunes camarades des usines venus au congrès pour dénoncer l'exploitation des jeunes dans les différents coins de la France ne doivent pas se contenter de déposer des cahiers de revendications mais doivent appeler tous les jeunes travailleurs à mener la lutte contre le patronat et déjà à l'occasion du 1er mai nous disons à tous de préparer un vigoureux 1er mai de chômage. Si ce 1er mai est imposant par son chômage, il sera un premier avertissement au capitalisme, obligé de compter avec la force de la classe ouvrière. Les jeunes, qui sont les plus exploités, ne doivent pas rester en arrière mais être à la pointe du combat avec leurs aînés !

Il ne s'agit pas de formuler des mots d'ordre plus ou moins absurdes à appliquer sans les comprendre ; il s'agit d'orienter le jeune prolétariat vers des luttes plus larges non pas sous le prétexte stupide de « politisation » à la manière de Billoux, mais en s'appuyant sur la base objective certaine de la pénible situation économique des jeunes, vers une conscience de classe plus affirmée, dans un groupement puissant au sein des syndicats.

A nous, jeunes communistes et jeunes oppositionnels, de savoir entraîner la jeunesse ouvrière pour gagner sa confiance. L'influence morale ainsi acquise sera sérieuse et durable et se distinguera heureusement des méthodes mécaniques et stériles imposées trop longtemps par des bureaucrates incapables.

Vive le congrès des jeunes travailleurs !
Vive le Premier Mai !

Daniel LEVINE.



A TOUS

LES JEUNES TRAVAILLEURS !

Le Comité des Jeunes de la Ligue communiste (Opposition), salue fraternellement les jeunes ouvriers et paysans réunis en congrès pour la défense de leurs revendications — et la préparation des luttes futures.

Les jeunes communistes de la Ligue engagent tous les jeunes travailleurs à préparer un Premier Mai ardent et une manifestation de la force de la classe ouvrière.

En avant !...

Le Comité des Jeunes de la Ligue Communiste (Opposition).

LES ADVERSAIRES

En face de la bourgeoisie, et de ses soutiens, J.O.C. et J.S. il est urgent d'organiser la jeunesse ouvrière dans son organisation propre.

Alors que la situation de la jeunesse ouvrière empire, ce qui n'est pas peu dire, au moment où les effets d'une crise capitaliste se font sentir, et se reflètent sur la jeunesse ouvrière, la première à en subir les conséquences immédiates qu'est le chômage, doublé d'un asservissement militariste, la J.O.C. vient prêcher le « devoir » aux jeunes ouvriers. Le devoir de courber l'échine et de crever de faim, le devoir de ne pas exiger un salaire permettant de vivre, afin de ne faire nulle peine au patron philanthrope. Et quand ces bonnes âmes revendiquent, c'est pour briser l'élan de la jeunesse ouvrière, c'est pour émusser sa combativité contre les exploitateurs. Les solutions qu'elles proposent sont celles du patronat et servent ses intérêts. Elles exigent une réglementation de l'apprentissage qui permettra la création d'une aristocratie ouvrière, de contremaîtres, de gardes-chiourmes, qui feront suer et mourir à la chaîne les jeunes ouvriers. Voilà ce qu'est la bonté de ces âmes généreuses, qui, après cela, enseignent à croire en Dieu, c'est-à-dire aux devoirs qu'auraient les jeunes ouvriers de se faire exploiter.

Au nom de la Démocratie!...

Mais si la pilule est amère, alors à l'aile gauche de la bourgeoisie viennent les jeunesses socialistes, se disant pacifistes, républicaines et laïques. L'enchaînement de la jeunesse ouvrière à ses exploitateurs, que la J.O.C. réalise en enseignant l'humilité chrétienne, la jeunesse socialiste le fait en prêchant les beautés progressives de la démocratie — celle des exploitateurs. Son réformisme double le « devoir » chrétien. Elle ose parfois parler de Révolution, comme si elle était qualifiée pour en parler, elle qui pactise avec les pouvoirs bourgeois et prêche le socialisme des aînés : ce socialisme, c'est militariser la jeunesse par les projets du socialiste Paul-Boncour, afin de rationaliser pour la prochaine boucherie l'assassinat de la jeunesse prolétarienne comme ils l'ont fait en août 1914. Voilà ce que sont ces jeunes « apôtres » du pacifisme et de la démocratie.

Jeunesses catholiques, jeunesses socialistes sont les deux tranchants de l'épée de la bourgeoisie contre la jeunesse ouvrière.

Contre ces laquais, dignes serviteurs de la bourgeoisie, il faut une organisation révolutionnaire qui réalise ce que sent la jeunesse ouvrière, que sa libération sera son œuvre propre.

Serrons les rangs autour de la Ligue communiste pour régénérer la jeunesse communiste.

J. JACQUES.